

RAPPORT

D'ANALYSE DE DONNÉES
CAS DE DISCRIMINATION
DOCUMENTÉS PAR LES
DIFFÉRENTES SECTIONS DE
L'OBSERVATOIRE POUR LA
DÉFENSE DU DROIT
À LA DIFFÉRENCE

Juillet - Octobre 2023



Ce rapport a été réalisé dans le cadre du projet “L’Observatoire pour la Défense du Droit à la Différence (O3DT)”.

L’Observatoire pour la Défense du Droit à la Différence (O3DT):

Établi en 2018 par l’Association pour la Promotion du Droit à la Différence (ADD), l’Observatoire pour la Défense du Droit à la Différence (O3DT) se présente comme une initiative centrale dédiée à la résolution des injustices persistantes. Fonctionnant comme un point central de collaboration et de coordination entre les groupes discriminés, les acteurs publics et la société civile, l’Observatoire vise à initier des réformes structurelles profondes. Positionné en tant qu’entité vigilante, il assume les rôles de monitoring et de sensibilisation, tant au sein des sphères gouvernementales que dans le domaine public, en ce qui concerne les inégalités flagrantes imposées aux communautés minoritaires.

Dans l'engagement de l'Observatoire à promouvoir la perspective d'une société juste et égalitaire, le projet est prêt à apporter d'importantes contributions à la prévention et à la lutte contre toutes les formes de discrimination. En tant qu'initiative pilote, l'O3DT s'efforce de mobiliser une gamme diversifiée d'acteurs. Avec un accent stratégique sur la création d'un réseau d'influence plaidant en faveur de la législation protégeant les droits des minorités et le renforcement des capacités des parties impliquées, l'Observatoire vise à favoriser une participation robuste dans la poursuite de ses objectifs. Cet effort pionnier répond à l'urgence d'identifier, de comprendre et d'adresser efficacement les mécanismes qui perpétuent les inégalités et la discrimination, offrant une approche globale de ces problèmes sociaux pressants.

01

Introduction

Ce rapport est le dixième d'une série analysant les données sur les cas de discrimination en Tunisie, couvrant la période de juillet 2023 à octobre 2023. Les différentes divisions de l'Observatoire ont documenté les données pour la Défense du Droit à la Différence (O3DT), qui regroupe 98 ONG couvrant l'ensemble du territoire tunisien.

Il est à noter qu'initialement, le parcours a débuté en mai 2020 avec un rapport divulguant des cas de discrimination surveillés par le réseau PAD de janvier à décembre 2019. Cependant, en mars 2021, un autre rapport a résumé les données des cas de discrimination collectées par le réseau de janvier à décembre 2020. Il est important de souligner qu'en juillet 2020, PAD a rejoint O3DT au sein du réseau "All4all".

Un troisième rapport a été réalisé en juillet 2021, révélant que différentes divisions de l'O3DT avaient documenté des cas discriminatoires de juillet 2020 à juin 2021.

L'élan s'est poursuivi et en septembre 2022, le quatrième rapport est sorti, analysant les données sur les cas de discrimination documentés de juillet 2021 à juin 2022 par les différentes divisions de l'O3DT.

Le dernier rapport était le cinquième rapport publié le 19 octobre 2022, se concentrant sur les données de discrimination enregistrées de juillet à septembre 2022, comme l'ont signalé les divisions de l'O3DT. Pour commencer, en juillet 2023, le huitième rapport a mis en lumière des instances de documentation discriminatoire entre avril et juin de la même année. Indubitablement, l'effort a perduré jusqu'à son apogée marquée par la publication du neuvième rapport de son genre, englobant une année entière s'étendant de juillet 2022 à juin 2023. Ces rapports constituent une preuve de la lutte continue contre la discrimination et de la mise en œuvre du droit à la différence.

Cette dixième édition de ce rapport est une compilation du travail de documentation qui s'est déroulé au cours des 122 jours précédents (de juillet 2023 à octobre 2023), en résultat d'une documentation quantitative à long terme, de prestations de services et d'analyses. Il s'agit du résultat d'un effort conjoint des composantes de l'Observatoire, structuré en six pôles distincts selon la répartition territoriale suivante :

Pôle Nord-Est : Bizerte-Tunis-Ariana-Manouba-Ben Arous-Zaghouan-Nabeul

Pôle Nord-Ouest : Béja-Jendouba-Kef-Siliana

Pôle Centre-Est : Sousse-Monastir-Mahdia-Sfax

Pôle Centre-Ouest : Kairouan-Kasserine-Sidi Bouzid

Pôle Sud-Est : Gabès-Médenine-Tataouine

Pôle Sud-Ouest : Gafsa-Tozeur-Kébili

02

Contexte Politique

La Tunisie, qui a connu une transition démocratique sans précédent dans le monde arabe après la révolution de 2011, fait face à une crise politique importante depuis le 25 juillet 2021. Cette crise a été marquée par la concentration des pouvoirs entre les mains du président Kaïs Saïed, qui a suspendu le parlement, limogé le Premier ministre, pris le contrôle de la justice et promulgué une nouvelle constitution sans consultation populaire ni respect des procédures constitutionnelles.

Ces mesures, bien qu'obtenant le soutien d'une partie de la population, ont rencontré une opposition de la part de nombreux acteurs politiques et de la société civile. Elles ont entraîné des conséquences préjudiciables pour le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Tunisie. Plusieurs organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme ont dénoncé la détérioration de la situation des droits de l'homme depuis l'accaparement du pouvoir présidentiel. Cela comprend la répression des voix critiques, l'érosion des droits et des libertés, l'exploitation du système judiciaire et des forces de sécurité comme des outils de persécution, la violence raciste contre les migrants subsahariens, l'isolement diplomatique du pays et le resserrement de l'emprise sur l'opposition et la société civile.

L'une des atteintes les plus graves à la liberté d'association se reflète dans la proposition de révision du Décret 88 de 2011 concernant l'organisation des associations. Cette révision vise à accorder aux autorités administratives des pouvoirs discrétionnaires et excessifs pour intervenir dans la création, le fonctionnement, le financement et l'expression des organisations de la société civile. Cette révision, non divulguée au public et soumise à aucun débat parlementaire formel, fait suite aux remarques racistes et xénophobes du président Saïed en février 2023. Dans ces remarques, il a accusé les migrants subsahariens de faire partie d'un complot visant à altérer la composition démographique de la Tunisie et à la transformer en "un pays africain n'appartenant plus aux nations arabes et islamiques".

Ces remarques ont déclenché une vague de violence anti-noire, avec des foules ciblant les migrants noirs, les étudiants et les demandeurs d'asile. Les forces de l'ordre ont réagi par des arrestations arbitraires et des expulsions. Ce rapport vise à analyser les données sur les cas documentés de discrimination provenant du réseau de l'Observatoire pour la Défense du Droit à la Différence (O3DT) entre juillet et octobre 2023. Il vise à mettre en lumière les tendances et les facteurs de discrimination liés au contexte politique, social et économique de la Tunisie.

Le rapport s'efforce également de fournir des recommandations aux autorités tunisiennes et aux partenaires nationaux et internationaux pour prévenir et combattre la discrimination tout en promouvant l'égalité et la diversité dans le pays.

La situation actuelle des droits de l'homme en Tunisie a créé un environnement propice à la discrimination, entraînant un manque généralisé de confiance dans le système judiciaire. Cela sera illustré à travers une série de faits et de chiffres. La gestion des questions liées aux droits de l'homme est devenue le maillon le plus faible dans la chaîne des crises, conduisant non seulement à une discrimination systématique, mais aussi à des risques accrus pour les groupes minoritaires. Les femmes, la communauté LGBTQ+ et les personnes en situation de handicap sont particulièrement vulnérables. Ces groupes se retrouvent souvent dans un état de vide juridique, avec un accès limité à la justice. Cela témoigne d'un état plus large d'absence de loi et d'échec, où les droits de ces individus sont souvent négligés ou complètement ignorés. Cette situation souligne le besoin urgent d'une réforme globale. Il est crucial de s'attaquer à ces problèmes systémiques afin de promouvoir un environnement d'inclusivité, d'équité et de justice pour tous. Le chemin pour y parvenir est sans aucun doute difficile, mais c'est un voyage qui doit être entrepris pour le bien de la société tunisienne dans son ensemble.

Contexte

Pendant la période s'étalant entre les mois de juillet et octobre 2023, de nombreux documentalistes vigilants, au nombre de 10 pour chaque composante respective du collectif O3DT, ont méticuleusement enregistré un total de 363 cas de discrimination. Ces incidents ont eu un impact significatif sur sept groupes distincts¹ au sein du tissu social :

+ 49 cas documentés concernaient des personnes ciblées en raison de leur couleur de peau et/ou de leur nationalité. Les problèmes liés à la race et au nationalisme restent des problèmes pertinents dans ce domaine de la discrimination, surtout après la promotion du racisme institutionnel par le chef de l'État.

+ Les cas de discrimination basée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles (SOGIESC) ont totalisé 9. Cela met en évidence les difficultés auxquelles continuent de faire face les personnes ayant des orientations sexuelles et des identifications de genre alternatives.

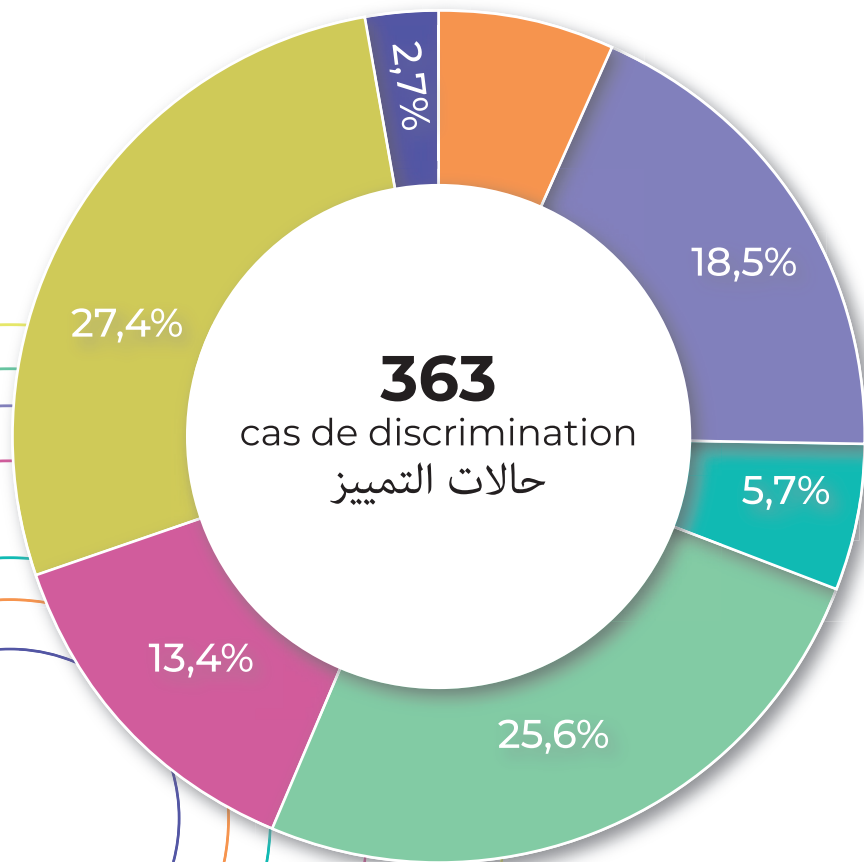
+ Notamment, la catégorie prédominante était la discrimination basée sur le genre, avec 92 cas enregistrés. Elle englobe différents types de discrimination, soulignant la nécessité urgente de mesures globales en faveur de l'égalité des genres.

¹ As categorized by the O3DT

- + Les cas comprenaient la documentation de 23 incidents de discrimination basée sur l'ethnie et/ou la région d'origine. Cela met en lumière la nécessité de lutter contre les préjugés basés sur l'ethnie et la géographie.
- + Les 62 plaintes liées à la discrimination en raison d'un handicap soulignent la nécessité de défendre la dignité des personnes en situation de handicap.
- + Un total de 86 cas de discours de haine² ou d'incitation à la haine raciale ont été signalés sur les plateformes de médias sociaux. Cependant, cette forme de discrimination dans le monde virtuel continue de poser des défis pour favoriser des espaces en ligne inclusifs, tolérants et humains.
- + 19 autres cas sont désignés comme des "autres situations", comprenant des questions telles que la liberté d'expression, la liberté de conscience, l'état civil, les libertés personnelles, etc. Cela montre la nature multiforme et les complexités impliquées dans la résolution des défis auxquels sont confrontées les personnes issues de différents horizons de la vie.

² A feature that has been a subject of research by the O3DT starting October

Les cas de discrimination documentés entre juillet et octobre 2023



92 Genre

86 Discours haineux

62 Handicap

45 Race et Nationalité

23 Ethnie et régionalisme

19 Autres

9 OSIEGCS

De nouvelles dimensions ont été intégrées dans le processus d'entrevue avec les répondants, introduisant des questions au-delà du champ conventionnel. Les questions depuis le dernier neuvième rapport s'étendent à savoir si la personne souhaite que le cas soit médiatisé ou si l'O3DT devrait défendre le cas devant les tribunaux au nom de la victime (anonyme). En ce qui concerne un éventuel soutien, l'O3DT collabore avec les associations de son réseau. Par exemple, pour une assistance juridique, les répondants sont dirigés vers ASF. D'autres aspects de soutien, qu'ils soient sociaux, psychologiques ou médicaux, orientent les individus vers d'autres associations du réseau telles que des partenaires de l'Observatoire comme DAMJ, ATP+, Mawjoudin, Jousour & citoyenneté, Aswatt Nissa, Volontaires Bouarada, UNFTK, Boutheina Association pour les femmes exposées à des risques, et d'autres...

L'O3DT demeure très vigilante quant à l'approche adoptée par les documentalistes dans la collecte de témoignages et de preuves. Les documentalistes doivent posséder une compréhension approfondie de la discrimination, en faisant preuve d'empathie envers les expériences de ceux qui sont affectés, surtout lorsque les documentalistes eux-mêmes ne partagent pas les mêmes expériences de discrimination. Une prise de conscience des implications des violations des droits de l'homme, englobant les domaines civils et politiques, ainsi que économiques, sociaux et culturels, est jugée cruciale. Le concept d'intersectionnalité de la discrimination est primordial.

Au cours de la navigation des victimes qui se portent volontaires pour partager leurs expériences et cherchent à narrer leur histoire, les documentalistes initiant le contact avec la victime préparent l'ensemble des différentes étapes de l'entretien.

Dans le cadre de leurs missions de surveillance, les documentalistes choisissent méticuleusement des lieux appropriés pour les individus, veillant à une confidentialité maximale à chaque étape et respectant un protocole où le consentement est primordial à chaque étape de l'action.

03

**Analyse des données
basée sur
l'espace de la
discrimination**

Il est indéniable que l'époque actuelle est par excellence l'ère des médias sociaux. Cette période se caractérise par l'adoption généralisée et l'impact des plateformes de médias sociaux, qui ont transformé la manière dont les gens communiquent, partagent des informations et interagissent les uns avec les autres.

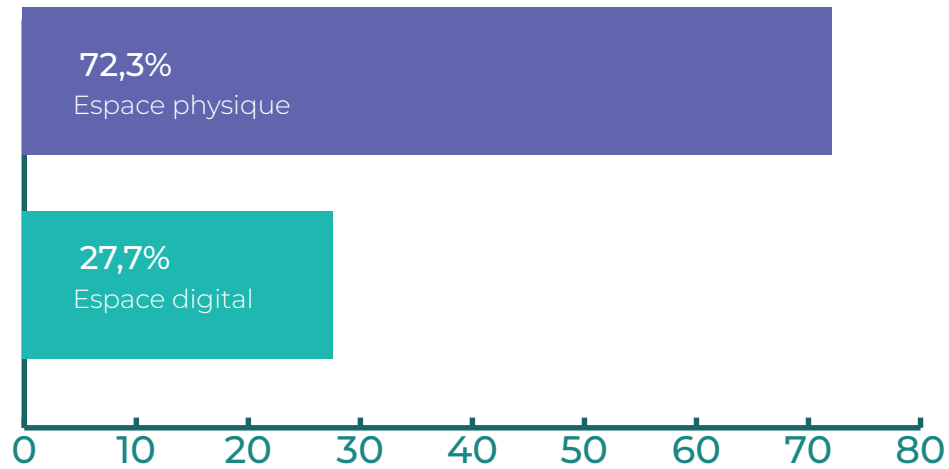
À mesure que les vies des individus continuent de s'entrelacer avec les plateformes numériques, ces réseaux sociaux continuent de révolutionner non seulement les moyens et la manière de communiquer, mais ils ont également influencé divers aspects de la culture, de la politique et du commerce, marquant une ère distinctive dans l'évolution de l'information et de l'interaction.

Ils sont devenus une place publique moderne, un endroit où des personnes de tous horizons peuvent se connecter, exprimer leurs opinions et participer à des conversations mondiales, au point que le cadre des droits de l'homme a dû suivre le rythme de cette génération, pouvant être considérée comme une quatrième génération émergente avec l'essor de nouveaux droits liés au développement technologique et au cyberspace.

Pourtant, l'impact des médias sociaux sur nos vies et nos droits est une épée à double tranchant. D'une part, les plateformes de médias sociaux ont le potentiel de promouvoir la liberté d'expression, de favoriser les connexions sociales et de faciliter l'engagement civique. Elles peuvent servir d'outils puissants pour le changement social, permettant aux individus et aux communautés de sensibiliser, de mobiliser un soutien et de plaider en faveur de leurs droits. Cependant, d'un autre côté, ces plateformes peuvent également devenir des espaces propices à la discrimination, au harcèlement et aux discours haineux. La discrimination raciale, le cyberharcèlement et d'autres formes d'abus en ligne sont courants sur les médias sociaux, touchant des personnes de tous âges et horizons.

Les pratiques discriminatoires sur les médias sociaux peuvent prendre différentes formes, allant des discours racistes aux appels à la violence, en passant par le ciblage et la divulgation de l'identité de personnes, ainsi que des menaces auxquelles les documentalistes de l'O3DT interviennent pour documenter les discours haineux.

Sur les 363 cas documentés, 93 ont eu lieu dans des espaces numériques, et 92,5 % étaient des discours de haine discriminatoires.



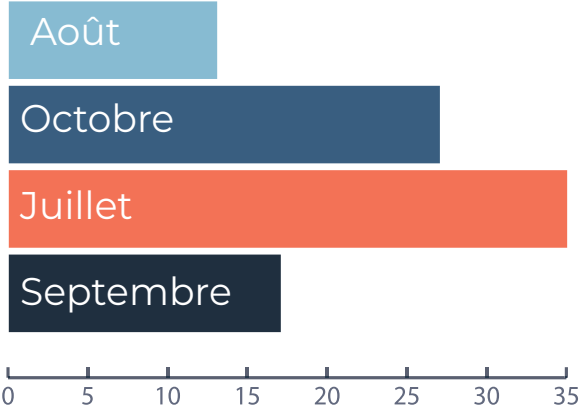
04

Analyse des données de la discrimination basée sur le genre

Les divisions de l'Observatoire pour la Défense du Droit à la Différence ont signalé 92 incidents de discrimination basée sur l'identité de genre entre juillet et octobre 2023. Principalement, 63,48 % de ces cas se sont produits dans des espaces physiques, tandis que 4,6 % ont eu lieu dans le domaine numérique. En effet, certaines formes de discrimination basée sur le genre sont directement liées à la violence motivée par l'orientation sexuelle, l'identité/expression de genre, les caractéristiques sexuelles, etc.

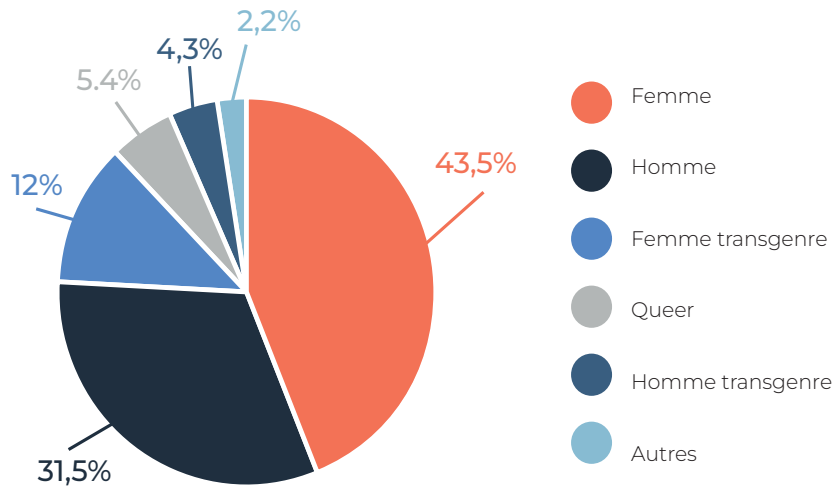
Mois des cas d discrimination :

Ces cas sont disposés dans l'ordre chronologique au sein de ces mois particuliers.



Genre:

La répartition selon le genre de la personne, mentionné ou supposé, est la suivante:



Un schéma discernable émerge, mettant en évidence que les femmes subissent l'impact prédominant de la discrimination basée sur le genre. Sur les 92 cas recueillis, 40 impliquaient des femmes cisgenres, et 11 concernaient des femmes transgenres, il devient évident qu'elles sont principalement touchées par les résultats négatifs de la documentation.

De plus, 29 hommes ont signalé être victimes de discrimination basée sur le genre, tandis que 5 hommes trans ont souligné que leur forme la plus significative de discrimination découle de leur identité de genre. Suivant de près, les personnes queer représentaient 5 cas, et les documentalistes ont suivi 1 cas pour les personnes non-binaires. Cela souligne les disparités nuancées mais minimales dans les expériences de la discrimination liée au genre au sein de l'ensemble de documentation.

Intersection des discriminations:

Sur les 92 cas de discrimination basée sur le genre signalés, près de la moitié des personnes interrogées, soit 88,96 % (80 personnes), étaient également victimes d'une deuxième forme de discrimination, enregistrée comme suit :

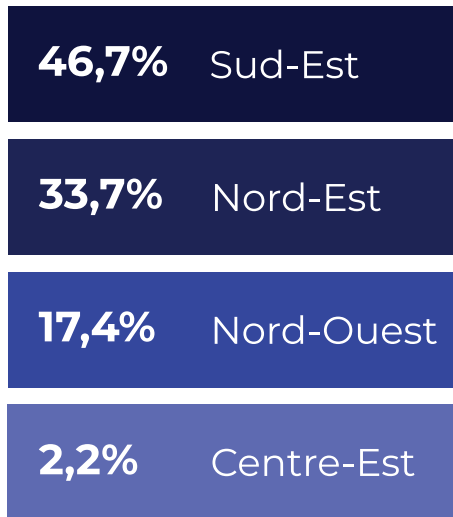
56 Orientation Sexuelle	6 Autres
5 Couleur de la peau	3 PVIH
2 Origine Ethnique	2 Handicap
2 Nationalité	1 Religion

Environ 70% des personnes interrogées ont affirmé que la discrimination basée sur le genre à laquelle elles ont été soumises se croise principalement en raison de leur orientation sexuelle.

Distribution Régionale :

Une part prédominante des cas documentés, soit environ 50 %, a émergé dans la région du Sud-Est, plus précisément à Tataouine, Médenine et Gabès, totalisant 43 cas. De plus, 31 cas ont été enregistrés dans le Nord-Est, englobant le Grand Tunis et Bizerte. La région du Nord-Ouest, comprenant Le Kef, Siliana et Béja, a représenté 16 cas documentés. Deux cas supplémentaires ont été déclarés dans la région du Centre-Est, couvrant Sfax, Monastir et Sousse.

La répartition géographique de ces rapports est définie comme suit :

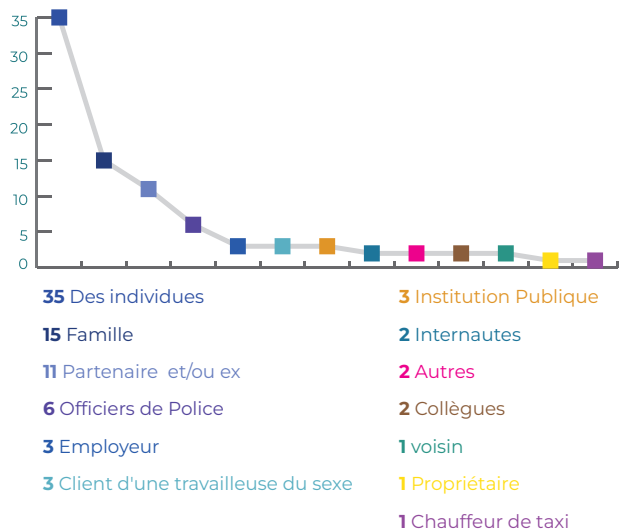


Auteur de la discrimination :

Parmi les cas de discrimination soigneusement enregistrés au cours de la période allant de [dates], une portion notable, soit 35 cas, près d'un tiers, ont eu lieu aux mains d'individus. Ce qui est particulièrement préoccupant, c'est l'anonymat de la plupart de ces individus, dressant un tableau plus vaste d'un environnement apparemment propice au ciblage des minorités en toute impunité. Les familles, occupant un rôle central dans les dynamiques de pouvoir et les relations sociales, se classent au deuxième rang en tant qu'auteurs, contribuant à 15 cas.

On a enregistré 11 cas où des partenaires actuels ou anciens étaient responsables. En ce qui concerne la discrimination basée sur le genre, trois principaux acteurs ont émergé, notamment les employeurs (3 cas), les institutions publiques (3 cas) et les agents de police (6 cas). De plus, les voisins ou clients des travailleurs du sexe constituaient un groupe important, comprenant environ trois personnes.

En essence, 29,05 % de ces actes discriminatoires ont été commis par des connaissances, englobant des collègues, des voisins, des clients, et similaires. Frappamment, un impressionnant 70,95 % ont été perpétrés par des individus inconnus des victimes, des étrangers complets amplifiant la réalité troublante de la discrimination perpétrée par des inconnus.

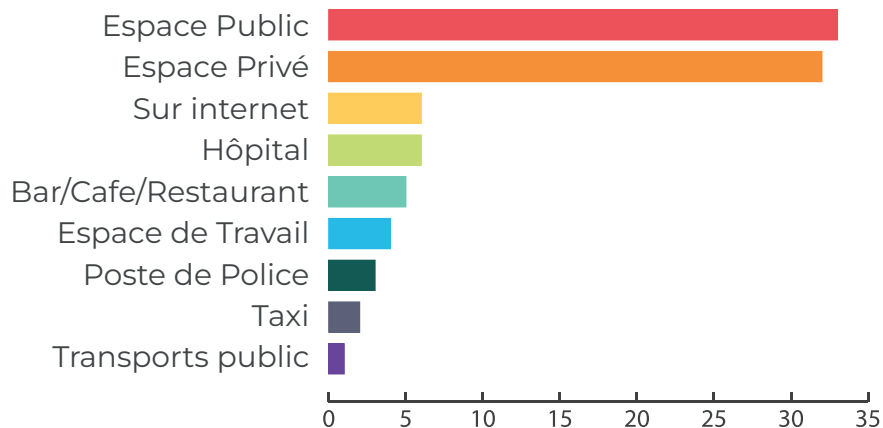


Lieu des discriminations :

Dans la toile complexe de la discrimination, les fils du lieu et de l'auteur sont inextricablement entrelacés. Les données révèlent un schéma préoccupant : les espaces privés tels que les foyers, qui sont censés être des lieux de sécurité et de réconfort, deviennent souvent le théâtre de la discrimination, avec les membres de la famille et les partenaires jouant le rôle malheureux de l'antagoniste. Dans un impressionnant total de 32 cas sur 92, les espaces privés ont été le témoin de tels actes de préjugé, ce qui représente 29,44 % des cas. Les espaces publics, eux aussi, ne sont pas à l'abri. La moitié des incidents discriminatoires survenus en public ont été orchestrés par des organismes publics, un rappel sobre de la nature systémique de ce problème.

Les incidents restants, dispersés dans des lieux publics et privés, soulignent la nature omniprésente et systémique de la discrimination. Ces données dressent un tableau sombre, mettant en évidence la nécessité urgente de stratégies globales pour lutter contre la discrimination sous toutes ses formes et dans tous les lieux.

Dans la toile nuancée des préjugés et de la discrimination, l'essence réside dans l'entrelacement complexe de fils biaisés, décrivant un récit troublant d'inégalité, de mauvais traitements et d'injustice.



Histoire et continuité de la discrimination :

43 sur 92 personnes interrogées affirment avoir été victimes de discriminations basées sur le genre précédemment, ce qui constitue une portion substantielle. Pour les 37 autres individus, selon eux, la discrimination documentée persiste et est toujours en cours, soulignant la nature systématique et persistante de la discrimination basée sur le genre.

Témoins :

Dans le processus de documentation, 52 victimes, soit 47,84 %, ont relaté des cas où des témoins étaient présents lors de leurs expériences de discrimination. Cette statistique souligne l'hypothèse globale selon laquelle la discrimination basée sur le genre est omniprésente, se produisant régulièrement dans la toile complexe des sphères privées et publiques. Malgré cette prévalence, seuls 25 des 52 répondants ont exprimé la croyance que ces témoins seraient disposés à témoigner en leur faveur. Cette perspective intrigante soulève des questions sur les dynamiques complexes entourant la volonté des témoins d'aborder activement et de confronter des cas de discrimination.

Approfondissant cette narration, il est à noter qu'un nombre significatif de ces incidents discriminatoires ont eu lieu dans des espaces publics tels que des hôpitaux, des cafés, des bars et des restaurants, ainsi que dans des environnements de travail.

Cela souligne la réalité troublante selon laquelle la discrimination basée sur le genre imprègne le tissu même de notre vie quotidienne, transcendant divers contextes où les individus devraient idéalement se sentir en sécurité et respectés.

La juxtaposition de la fréquence élevée de la discrimination avec la confiance limitée dans les témoignages de témoins révèle un défi nuancé dans la résolution de ces problèmes. Cela incite à réfléchir sur les normes et les attentes sociétales qui encouragent ou découragent l'intervention active. La nature complexe de ces dynamiques appelle à une exploration plus approfondie des facteurs influençant les réponses des témoins et les implications plus larges pour favoriser une culture de responsabilité et de soutien face à la discrimination basée sur le genre.



Suivi judiciaire :

Parmi les 92 cas documentés, seulement 7 personnes ont franchi le pas de déposer une plainte, et de manière décourageante, l'une d'entre elles souhaite retirer la plainte. Frappamment, ces 7 personnes représentent à peine 6,44 % des victimes de violence verbale, avec 5 cas signalés. Au sein de ce petit groupe, 2 ont subi des violences physiques, et 2 autres ont enduré des abus économiques. Une écrasante majorité de 99,93 % de ces victimes connaissent leurs agresseurs, reflétant la nature profondément personnelle de la violence subie.

Cependant, un impressionnant 71,76 % des victimes expriment leur réticence à engager des poursuites judiciaires contre leurs agresseurs. Parmi ces personnes, 54 ont été proposées des services d'écoute et un soutien psychologique par l'O3DT ou une autre structure de soutien. Cette toile complexe de statistiques incite à la réflexion sur d'éventuelles explications. Une ligne de pensée est que les victimes de discrimination basée sur le genre peuvent manquer de confiance dans la capacité du système juridique à protéger leurs droits. En revanche, cela soulève la possibilité que certaines victimes ignorent peut-être que de telles discriminations sont légalement interdites.

Approfondissant davantage, il est essentiel de noter qu'un nombre significatif de ces incidents discriminatoires ont eu lieu dans des espaces publics, des hôpitaux, des cafés, des bars et des restaurants, ainsi que dans des lieux de travail. Cela contextualise le défi, révélant un problème omniprésent qui transcende à la fois les sphères privées et professionnelles. L'aspect humain de ces chiffres est crucial, soulignant le besoin de structures de soutien empathiques, comme en témoigne la fourniture de services d'écoute et de soutien psychologique à ceux qui choisissent de ne pas engager de poursuites judiciaires. La complexité de cette situation nécessite une approche multifacette, abordant à la fois les cadres juridiques et les initiatives de sensibilisation pour favoriser un environnement plus favorable et informé pour les victimes de la discrimination basée sur le genre.

05

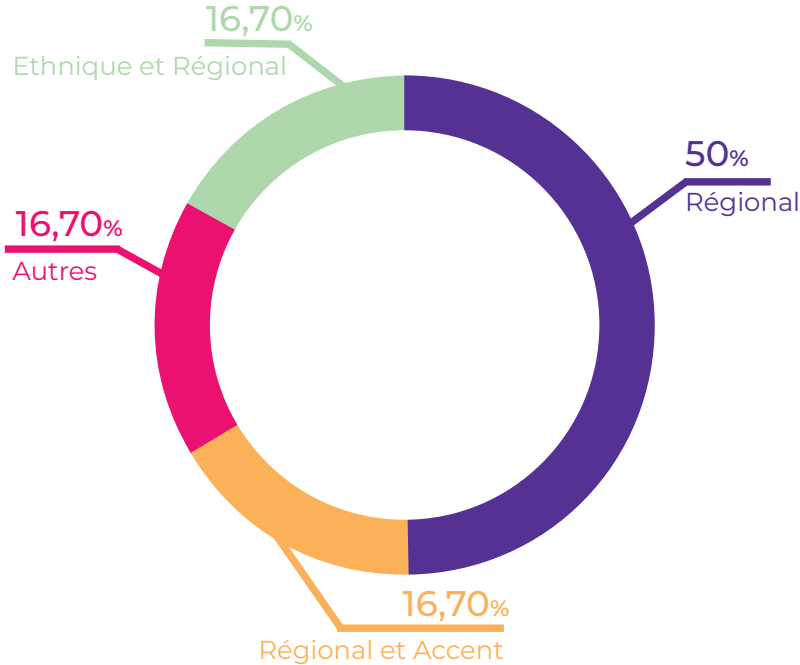
**Analyse des données
de discrimination
basée sur la religion
et/ou l'Ethnicité**

Au cours de la période allant de juillet à octobre 2023, l'Observatoire pour la Défense du Droit à la Différence a enregistré un total de six cas de discrimination basée sur la région et/ou l'ethnicité en Tunisie. Ces occurrences, se manifestant exclusivement dans des espaces physiques, offrent un aperçu troublant des divisions persistantes au sein de la société nationale.

Parmi ces six cas, quatre ont été identifiés comme des cas de discrimination régionale, un rappel frappant des disparités géographiques qui persistent. Un cas a été attribué à la discrimination ethnique, mettant en lumière les défis auxquels sont confrontés les groupes ethniques minoritaires dans le pays. Il est à noter que quatre cas impliquaient à la fois la discrimination régionale et ethnique, suggérant une interaction complexe entre ces deux facteurs. Un cas notable traitait spécifiquement de l'utilisation d'un certain dialecte régional et/ou accent, soulignant les façons subtiles mais impactantes dont la discrimination peut se manifester. Ainsi, ce cas sert de rappel poignant de l'impératif de respecter et de valoriser la diversité linguistique au sein du pays.

Ces données, bien que limitées, offrent des perspectives précieuses sur la nature et l'étendue de la discrimination en Tunisie. Elles soulignent le besoin urgent de politiques et d'interventions globales visant à promouvoir l'égalité et le respect de la différence, quel que soit la région ou l'ethnicité d'une personne.

La lutte contre la discrimination est une responsabilité collective et une question qui nécessite des efforts conjoints et la participation de tous les acteurs de la société pour garantir que tous les citoyens et individus soient traités avec dignité et respect.



Genre :

La répartition selon le genre de la personne, mentionnée ou supposée, est la suivante appartenant à un groupe d'âge de 25 à 38 ans :



Distribution régionale :

66,7 % des cas signalés se trouvaient dans la région du Nord-Ouest (Kef, Siliana et Beja) et 33,3 % des cas étaient dans le Sud-Est (Tataouine, Médenine et Gabès). Les régions dans lesquelles les signalements ont été faits sont les suivantes :



Auteur de discrimination :

Parmi les cas de discrimination signalés entre juillet 2023 et octobre 2023, 4 cas ont été commis par des individus, tandis que 2 autres cas, l'un par un employeur et l'autre par des voisins.



Histoire et continuité de la discrimination :

Presque toutes les personnes interrogées (5 sur 6) estiment n'avoir pas subi de discrimination basée sur la région ou l'ethnicité par le passé. Seule l'une d'entre elles considère que la discrimination est toujours en cours, car le responsable est l'employeur.

Témoins :

Cinq répondants (83,3 %) déclarent que personne n'a été témoin de la discrimination à laquelle ils ont été soumis. Par conséquent, il n'y aura personne pour témoigner des violations subies.

Suivi judiciaire :

Parmi les 6 cas documentés, aucun des individus n'a choisi d'engager des poursuites judiciaires ou de déposer une plainte, et il y a un consensus unanime parmi les personnes interrogées selon lequel l'O3DT ou toute autre entité pertinente ne devrait pas engager de procédures judiciaires en leur nom. Le service fourni par l'O3DT se limitait à un service d'écoute uniquement.

Ces statistiques révèlent une tendance notable, indiquant une réticence parmi les personnes ayant subi une discrimination basée sur l'ethnie ou la région à s'engager dans des actions légales. Cette réticence pourrait découler des défis perçus associés aux procédures judiciaires, un processus qui demande du temps, des efforts et la tâche complexe de rassembler des preuves, d'assister à des audiences et de naviguer dans un parcours légal potentiellement prolongé. Pour beaucoup, ces défis peuvent être écrasants, surtout sans témoins.

De plus, il semble y avoir une appréhension selon laquelle leurs préoccupations pourraient ne pas être prises au sérieux au sein du système juridique. Cela souligne un problème plus profond où les individus de ces groupes spécifiques et silencieux peuvent se sentir désenfranchis ou sceptiques quant à l'efficacité des voies légales pour traiter leurs expériences uniques de discrimination.

Ces résultats soulèvent des questions poignantes sur l'accessibilité et l'efficacité des voies légales pour ceux qui font face à la discrimination basée sur l'ethnie ou la région. Les complexités entourant ces décisions nécessitent une exploration nuancée, en tenant compte du contexte socio-culturel plus large et de la nécessité de mécanismes plus inclusifs et de soutien pour traiter de telles plaintes.

06

**Analyse de données
de discrimination
basée sur le
handicap**

Entre Juillet 2023 et octobre 2023, l'Observatoire pour la Défense du Droit à la Différence a enregistré un total de 40 cas de discrimination basée sur le handicap en Tunisie. Ces données offrent un instantané saisissant et un portrait frappant des nombreux défis auxquels sont confrontées les personnes en situation de handicap dans le pays.

La majorité de ces cas impliquaient une discrimination basée sur un handicap moteur, représentant 19,4 % des incidents signalés. Cela met en lumière les obstacles significatifs auxquels sont confrontées les personnes en situation de handicap moteur pour accéder à des opportunités et droits égaux, voire aux bâtiments publics.

La discrimination basée sur d'autres types de handicaps représentait 4,8 % des cas et était basée sur le handicap auditif, tandis que 1,6 % des incidents signalés étaient basés sur une déficience visuelle. Cette catégorie englobe probablement une gamme de handicaps, chacun avec ses propres défis et formes de discrimination.

Malgré le cadre juridique inclusif en Tunisie, ces chiffres indiquent que les lois ne sont pas toujours effectivement mises en œuvre ou appliquées.

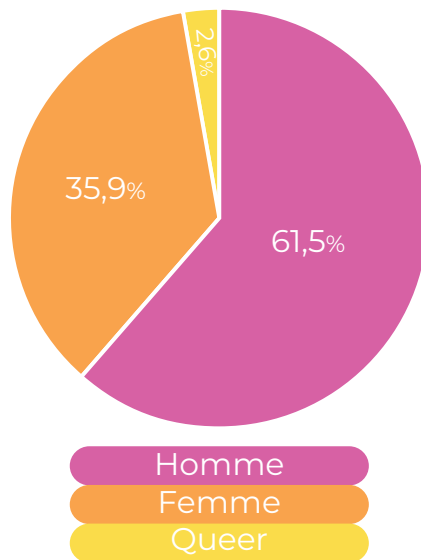
De plus, les personnes en situation de handicap en Tunisie continuent de faire face à des défis importants, tels que la sous-éducation, un taux d'abandon scolaire plus élevé, des niveaux inférieurs d'intégration professionnelle et des niveaux de pauvreté plus élevés. Les femmes en situation de handicap font face à des difficultés supplémentaires en raison de la double charge du sexisme et de l'ableïisme.

Ce qui peut être perçu comme routinier ou sans problème par ceux qui n'ont pas de handicap peut poser d'énormes complications pour les personnes en situation de handicap. Des tâches simples que d'autres tiennent pour acquises peuvent devenir d'énormes obstacles. Cette dichotomie souligne l'importance de reconnaître et de démanteler les normes sociales qui contribuent involontairement à la discrimination vécue par les personnes en situation de handicap.

Ces données soulignent le besoin urgent de politiques et d'interventions globales visant à promouvoir l'égalité et le respect de tous, quel que soit le handicap d'une personne. La lutte contre la discrimination est une responsabilité collective, et tous les efforts doivent être déployés pour garantir que tous les citoyens soient traités avec dignité et respect.

Genre et âge :

La répartition selon le genre de la personne, mentionnée ou supposée, est la suivante :



Il a été noté que l'âge varie de 3 à 13 ans pour la catégorie des mineurs, ce qui représente 10,2 % des cas, et pour les adultes (89,8 %), il varie de 25 à 45 ans..

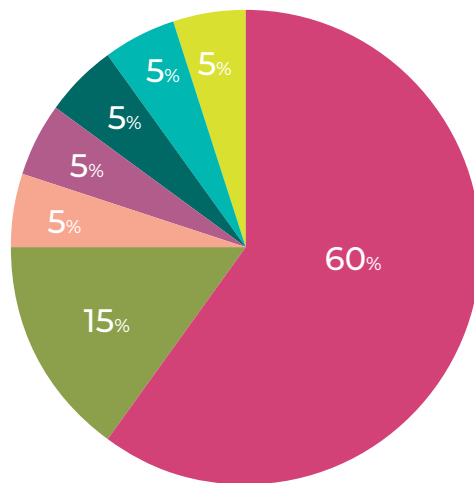
Intersection des discriminations :

Dans le cadre de la discrimination fondée sur le handicap, un récit poignant émerge des 39 cas signalés, révélant une réalité déconcertante où 32 individus supportent le poids d'un double fardeau - victimes non seulement de la discrimination basée sur le handicap, mais également empêtrés dans une deuxième forme de préjugé.

Au sein de cette toile complexe de discrimination, 12 cas se distinguent nettement, où la discrimination basée sur le handicap s'entrelace avec les paysages difficiles de la couleur de peau et de la nationalité. Cette intersectionnalité souligne les défis complexes auxquels font face les individus qui naviguent à travers la convergence de plusieurs formes de préjugés, amplifiant l'impact de la discrimination sur leur vie.

Les données révèlent davantage des fils supplémentaires de discrimination, mettant en lumière des cas de préjugés basés sur l'ethnicité (3 cas), le statut VIH (1 cas) et la religion (1 cas). Chacun de ces incidents représente une facette unique des luttes multifacettes que endurent les individus, mettant en évidence la diversité des forces discriminatoires en jeu. Cette analyse nuancée plonge non seulement dans les statistiques brutes, mais dévoile une tapisserie d'expériences humaines.

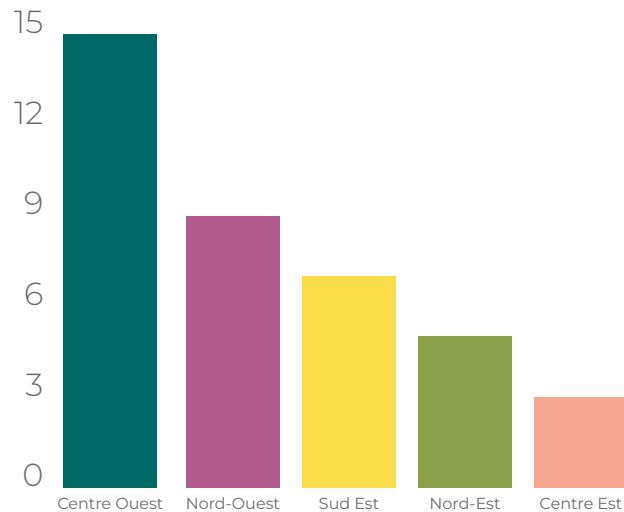
Elle attire l'attention sur les subtilités de l'intersectionnalité, où les individus ne luttent pas seulement contre une forme unique de discrimination, mais font face au poids cumulatif de multiples préjugés.



- Couleur de la Peau & Nationalité
- Origine Ethnique
- Autres
- Liberté d'utilisation du domicile
- Liberté de circulation
- PVVIH
- Réligion

Distribution régionale :

Bien que toutes les discriminations documentées se soient produites dans l'espace physique, 38,5 % des cas signalés se sont déroulés dans le Centre-Ouest (Kairouan-Kasserine-Sidi Bouzid) avec 15 cas. Suivi par le Nord-Ouest (Kef, Siliana et Beja) avec 9 cas. De plus, dans le Sud-Est (Tataouine, Médenine et Gabès), il y a 7 cas, ce qui représente 17,9 % des incidents documentés, et il y a 5 cas dans le Nord-Est (Grand Tunis et Bizerte). Cependant, seulement 3 cas ont été signalés dans le Centre-Est (Sfax, Monastir et Sousse) avec un pourcentage de 7,7.



L'auteur de la discrimination :

Dans 36,1 % des cas signalés, les institutions publiques ont émergé en tant que responsables de la discrimination basée sur le handicap, comprenant 13 incidents préoccupants. Une tendance décourageante s'est manifestée alors que 5 cas ont été attribués à des membres de la famille, révélant des situations où des femmes en situation de handicap ont été injustement privées de besoins fondamentaux.

Dans le cadre des lieux de travail, des données troublantes ont émergé avec 3 cas directement liés aux employeurs, impliquant souvent des licenciements forcés ou des salaires non versés. De plus, 2 répondants ont révélé avoir été victimes de discrimination de la part de leurs collègues, mettant en lumière les défis rencontrés dans les sphères professionnelles. Les acteurs individuels, responsables de 13,9 % des cas documentés, ont contribué aux actes complexes et multifacettes de discrimination. Ce qui a frappé une corde sensible, c'est l'implication d'ONG en tant que responsables dans 5,6 % des cas, s'engageant non seulement dans la discrimination basée sur le handicap, mais recourant également à des abus verbaux. Cette révélation inattendue appelle à un examen critique des rôles et des responsabilités des organisations censées défendre les droits. Les partenaires, de manière surprenante, ont joué un rôle dans 2,8 % des cas, contribuant à la statistique malheureuse de la discrimination contre les personnes handicapées. Les forces de l'ordre et les chauffeurs de taxi, responsables chacun de 5 cas, soulignent la nature répandue de la discrimination au sein de ces catégories.

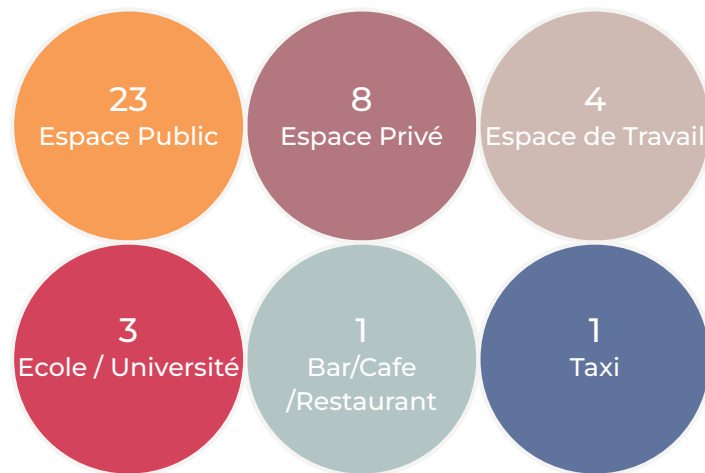
Institutions publiques	13	Chauffeur de taxi	2
Individus	5	ONG	2
Famille	5	Collègues	2
Employeur	3	Propriétaire de maison	1
Officiers de police	2	Partenaire	1

Lieu de la discrimination :

Un impressionnant 59 % des cas documentés se sont déroulés dans le domaine public, mettant en lumière la nature omniprésente de la discrimination basée sur le handicap dans des espaces censés être inclusifs et accessibles. En contraste marqué, 8 cas se sont discrètement déroulés dans des paramètres privés, mettant en lumière la portée insidieuse de la discrimination même au sein de sphères apparemment personnelles, dans lesquelles toutes les discriminations susmentionnées incluaient des abus verbaux et économiques. Au sein du cadre professionnel, 10,3 % des incidents documentés ont entaché le lieu de travail, soulignant les défis persistants auxquels sont confrontés les individus en situation de handicap

lorsqu'ils naviguent dans les structures professionnelles. Une couche nuancée est apparue avec 2 cas qui se sont matérialisés non seulement sur les lieux de travail, mais aussi dans des établissements éducatifs, mettant l'accent sur l'impact multifacette sur la poursuite de l'éducation et des aspirations professionnelles.

Ces statistiques dévoilent non seulement les endroits où la discrimination se déroule, mais elles appellent également un examen approfondi des espaces sociaux. Les zones publiques, apparemment conçues pour tout le monde, deviennent des arènes où les pratiques discriminatoires persistent. La juxtaposition des lieux de travail et des environnements éducatifs met en évidence l'intersectionnalité des défis auxquels sont confrontées les personnes en situation de handicap dans leur quête d'épanouissement professionnel et académique.



historique et continuity of the discrimination :

Parmi l'ensemble de 40 individus, une révélation surprenante émerge alors que 23 expriment la croyance de n'avoir jamais rencontré auparavant des cas de discrimination basée sur le handicap. Cependant, en examinant les cas documentés, une réalité poignante se dévoile, avec 13 d'entre eux reconnaissant la nature persistante de la discrimination à laquelle ils font face.

Pour un sous-ensemble distinct de 12 répondants, un récit nuancé se dévoile alors qu'ils racontent des expériences de discrimination passée qui persistent de manière continue et préoccupante. Cette révélation ajoute une couche de complexité à leur récit, soulignant l'impact durable de la discrimination sur leur vie.

Témoins :

33,3 % des répondants rapportent que des témoins étaient présents lorsqu'ils ont été confrontés à la discrimination. Cependant, selon eux, aucun de ces témoins ne serait prêt à témoigner si l'affaire devait aboutir devant un tribunal.

Suivi judiciaire :

Sur les 40 cas signalés, une seule personne a déjà déposé une plainte contre un membre de sa famille, puis l'a retirée. Le fondement de la plainte était le harcèlement et les abus verbaux. Aucune des personnes victimes de discrimination basée sur le handicap n'a préféré porter les affaires qu'elles ont endurées devant les tribunaux, et aucun des répondants n'a accepté que l'O3DT (ou une autre structure) engage des poursuites judiciaires concernant leurs cas respectifs.

Les ramifications de la discrimination sur les personnes en situation de handicap vont au-delà de l'observable, plongeant dans les domaines d'un impact émotionnel et psychologique profond. La réticence à signaler de tels incidents découle souvent de l'inconfort ou d'une peur viscérale associée à la revisite de la rencontre bouleversante.

Les personnes en situation de handicap peuvent entretenir la croyance que signaler la discrimination entraîne un changement substantiel minimal ou ne conduit pas à une restitution appropriée. Observer des cas où d'autres ont exprimé des préoccupations de discrimination sans voir de résultats tangibles peut entraîner une démoralisation généralisée, les dissuadant finalement de poursuivre des voies d'action formelles.

Les services fournis par l'O3DT se limitaient à l'aide sociale, aux services d'écoute, au soutien psychologique, et l'aide juridique était limitée aux consultations.

07

Analyse de données de discrimination basée sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, ainsi que les caractéristiques sexuelles (SOGIESC)

Entre juillet 2023 et octobre 2023, l'Observatoire pour la Défense du Droit à la Différence en Tunisie a enregistré un total de 9 cas de discrimination basée sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, ainsi que les caractéristiques sexuelles (SOGIESC).

Une grande majorité de ces cas impliquaient une discrimination basée sur les expressions de genre et les libertés individuelles. Cela souligne les obstacles significatifs auxquels sont confrontées les personnes dont les expressions de genre s'écartent des normes sociétales.

Il est important de noter que certaines formes de discrimination basée sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, ainsi que les caractéristiques sexuelles, constituent également une forme de violence basée sur le genre, et vice versa. Cette intersectionnalité complique davantage la question et souligne la nécessité d'une approche nuancée et globale pour traiter la discrimination.

Genre :

La répartition selon le genre de la personne, mentionné ou présumé, est la suivante:



Il a été noté que les individus queer sont les plus touchés par la discrimination basée sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, ainsi que les caractéristiques sexuelles (SOGIESC), représentant 66,7 % des cas. En plus de cela, 11,1 % sont des femmes et 11,1 % sont intersexes.

Intersection des discriminations :

Sur les 166 cas de discrimination basée sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, ainsi que les caractéristiques sexuelles (SOGIESC) signalés, 16 personnes ont également été victimes d'une deuxième forme de discrimination.

Cinq de ces 16 occurrences impliquaient la discrimination en intersection avec le statut VIH (5 cas), la nationalité (5 cas), l'ethnicité (2 cas) et la religion (2 cas). Il y a également eu des cas de discrimination basée sur la race et le handicap.

Distribution Régionale :

22,2 % des cas signalés étaient dans le Nord-Est (Grand Tunis et Bizerte) avec 2 cas, suivi de 7 cas dans le Nord-Ouest (Kef, Siliana et Beja). Aucun des autres pôles n'a reçu et/ou documenté de discrimination basée sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, ainsi que les caractéristiques sexuelles (SOGIESC).

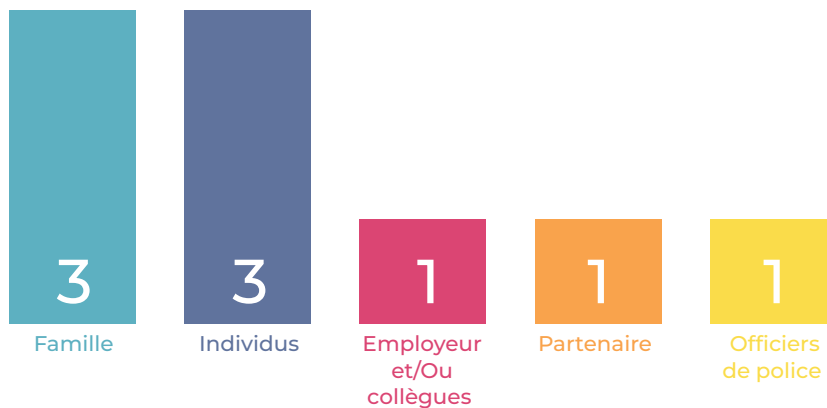
Les régions dans lesquelles les signalements ont été faits sont les suivantes:



Auteur de la discrimination :

Les membres de la famille et les employeurs ou collègues sont les principaux auteurs de la discrimination dans 6 cas. Ils étaient responsables d'abus verbaux et physiques, et les victimes ont été soit expulsées de la maison, soit menacées d'être involontairement révélées.

Les agents de police représentent 1 cas, tout comme les partenaires actuels ou anciens, ainsi que les inconnus, avec 11,1 % de la discrimination documentée.



Historique et continuité de la discrimination :

2 des 9 répondants estiment avoir fait l'expérience précédente de la discrimination basée sur le handicap et l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre (SOGIESC).

De plus, 4 des répondants affirment que la discrimination se poursuit dans le temps

Témoins :

Bien que 5 des cas documentés rapportent la présence de témoins lorsqu'ils ont été confrontés à la discrimination, ces personnes estiment que aucun témoin ne serait disposé à témoigner.

Suivi judiciaire :

Sur les 9 cas signalés, aucune de ces personnes n'a déjà déposé une plainte et/ou ne envisagerait même de le faire. De plus, aucune d'entre elles n'a accepté que l'O3DT (ou une autre structure) engage des poursuites judiciaires concernant leurs cas respectifs.

La peur d'être dévoilé, de subir davantage de harcèlement, de faire face à des représailles, ou d'avoir leur vie personnelle et professionnelle perturbée dissuade souvent les personnes au sein de la communauté LGBTQI++ de signaler des cas de discrimination.

Cette appréhension est encore exacerbée par un manque de confiance dans les institutions et les autorités, souvent perçues comme partiales. La croyance que leurs plaintes ne seront pas prises au sérieux ou que la justice ne sera pas rendue peut dissuader les individus de se manifester.

De plus, la menace de la criminalisation basée sur l'identité de genre et l'expression de genre, en raison des tendances de profilage parmi les forces de l'ordre, ajoute une autre couche de complexité à cette question. En effet, l'article 230 du Code pénal tunisien criminalise les actes sexuels entre deux adultes consentants du même sexe, avec une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison. Cette disposition légale a été utilisée pour justifier la répression gouvernementale de la communauté LGBTQI++, et il a été signalé que des individus ont été arrêtés et soumis à des examens rectaux en vertu de cette loi.

Dans ce contexte, les services fournis par l'O3DT étaient uniquement limités au soutien psychologique et aux services d'écoute.

08

**Analyse des données
de la discrimination/ du
discours de haine sur les
réseaux sociaux**

Entre juillet et octobre 2023, l'Observatoire pour le Droit à la Différence a méticuleusement documenté un total préoccupant de 86 cas de discrimination haineuse sur les réseaux sociaux. Cette tendance alarmante visait principalement la race et la nationalité, représentant 66,6 % des publications suivies. La discrimination religieuse représentait 3,3 %, tandis que d'autres formes insidieuses de préjugés étaient dirigées contre le genre, les droits SOGIESC, le régionalisme, la langue, et plus encore. Au sein de ce paysage numérique, la prolifération de publications, de messages haineux et de commentaires est alarmante. La période en question a connu un accent particulièrement prononcé sur la race et la nationalité, influencé de manière notable par la crise humanitaire impliquant les migrants subsahariens en Tunisie. La rhétorique nationale, alimentée par le chef de l'État, a perpétué des récits discriminatoires contre cette catégorie vulnérable, favorisant un environnement hostile en ligne. Les communautés marginalisées, en particulier les migrants et les demandeurs d'asile, ont supporté le poids de cette animosité en ligne. La nature indiscriminée de ces actes, indépendamment de l'âge ou du lieu de résidence, souligne l'impact généralisé sur les individus et les communautés. L'analyse explore la nature insidieuse de la haine sur les réseaux sociaux, mettant en évidence son caractère intersectionnel et son potentiel à éroder les droits fondamentaux et les libertés.

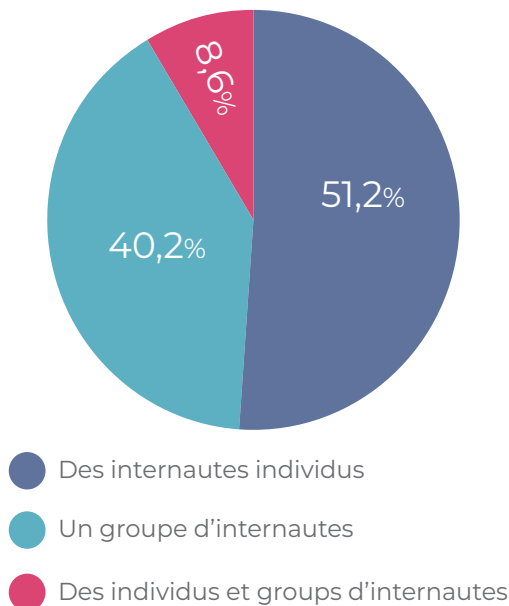
Facebook s'est révélé être la principale plateforme de propagation des discours haineux, avec 54 cas documentés liés à cette plateforme à travers des commentaires (44 cas) et des publications (25 cas). De manière surprenante, Twitter (3 cas) et TikTok (18 cas) figuraient également sur le radar de l'O3DT pour la documentation des discours haineux, illustrant la portée généralisée sur différentes plateformes de médias sociaux.

Un aspect notable de ce phénomène préoccupant est l'encodage de messages au sein de publications, de commentaires, de vidéos et d'histoires, utilisant un vocabulaire conspirateur. Les migrants ont été qualifiés de "colons" (6 fois), étiquetés comme des menaces (8 fois), et le droit de circulation de l'étranger vers le territoire tunisien a été trompeusement qualifié de "colonisation" (6 fois). De plus, les organisations fournissant une aide humanitaire et dénonçant les violations institutionnelles ont été qualifiées de traîtres (5 fois), cette intervention étant considérée comme une menace pour la sécurité nationale (2 fois).

Cette analyse va au-delà de la surface, dénouant les subtilités des discours de haine et des récits discriminatoires. Les modèles documentés dans l'espace numérique se sont reflétés dans l'espace physique, plusieurs campagnes lancées contre une certaine catégorie sociale sur les réseaux sociaux se juxtaposant à des actes de violence et de crimes.

Perpetrator of the discriminations :

42 cas documentés par les propagateurs de discours haineux sont des utilisateurs individuels, ce qui signifie qu'ils propagent la discrimination avec leurs profils personnels. Cependant, dans 33 cas, les documents sont propagés au sein de canaux de groupes d'utilisateurs. Seuls 7 cas documentés ont été initiés par un individu puis ont été repostés dans des groupes.



Le suivi des cas de discrimination :

Étant donné que la majeure partie des cas de discrimination documentés concerne l'ensemble de la communauté subsaharienne, l'effort pour atteindre et identifier des individus spécifiques en vue de les soutenir en tant que victimes et/ou les encourager à déposer des plaintes s'est avéré extrêmement difficile.

Recommendations

Recommandations pour les Institutions Tunisiennes

1. Dans le contexte des transformations politiques en cours et de la reconfiguration institutionnelle, il est impératif que la Présidence de la République, détenant un pouvoir significatif en vertu de la nouvelle constitution, manifeste un engagement à réviser les lois obsolètes, en particulier la Loi 2004-6. Cette loi, issue de l'ère de la dictature de Ben Ali, nécessite une révision pour établir un cadre juridique migratoire respectueux des droits fondamentaux.
2. Enquêter rapidement, impartialement et indépendamment sur toutes les allégations de torture et de violence perpétrées par les forces de sécurité lors des manifestations. Respecter strictement les garanties fondamentales énoncées dans la Loi n° 5 de 2016 pour les personnes en garde à vue.
3. Assurer la mise en œuvre effective de la Loi n° 58-2017, visant à éradiquer la violence contre les femmes.
4. Garantir la mise en œuvre de la Loi n° 2018-50, en date du 23 octobre 2018, visant l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

5. Donner la priorité à l'adoption du projet de loi sur l'égalité d'héritage introduit depuis 2018 et hâter la création de la Cour Constitutionnelle pour renforcer la protection des droits et libertés et créer une jurisprudence respectueuse des droits humains.
6. Le nouveau législateur doit maintenir les lois existantes protégeant les droits et libertés tout en proposant et adoptant des textes conformes à l'esprit de la constitution de 2014.
7. Harmoniser les lois nationales avec les instruments internationaux des droits de l'homme ratifiés.
8. Consulter les recommandations de la Commission sur les Libertés Individuelles et l'Égalité, ainsi que celles incluses dans le rapport de la Commission Vérité et Dignité, lors de la rédaction des lois relatives à la protection et à la promotion des libertés individuelles.
9. Abroger l'Article 230 et mettre fin à toutes les formes de criminalisation des personnes LGBTQI+.
10. Élaborer une politique pénale, en collaboration avec les institutions publiques et la société civile, conforme aux droits humains universels, garantissant une responsabilité claire de tous les acteurs dans la direction et l'exécution de cette politique.

Recommandations pour la Société Civile

1. Intensifier les efforts et la vigilance face à la nouvelle constitution de 2022 pour contrer les régressions potentielles et les conséquences graves.
2. Plaider tant au niveau régional qu'international pour exercer une pression sur la Tunisie, incitant l'État à respecter ses engagements internationaux en matière de droits de l'homme.
3. Soutenir les nouvelles institutions dans l'atteinte de leur fonctionnement indépendant, séparé du pouvoir exécutif, et veiller au plein respect des droits et libertés.
4. Organiser des actions de sensibilisation et de renforcement des capacités envers la nouvelle classe politique pour l'imprégner des valeurs des droits de l'homme.
5. Impliquer directement les bénéficiaires des services des associations dans le développement et la mise en œuvre des projets, favorisant ainsi leur inclusion en tant que partenaires directs et efficaces.

6. Faire de l'autonomisation légale des bénéficiaires un objectif principal, dépassant la simple formation des divers acteurs de la société civile. La connaissance des lois antidiscrimination et des mécanismes de protection peut restaurer la confiance des personnes discriminées dans le système judiciaire et renforcer la volonté de rechercher la justice.

7. Se référer aux mécanismes internationaux des droits de l'homme, tels que l'Examen Périodique Universel, afin d'examiner dans quelle mesure l'État tunisien respecte ses engagements internationaux en matière de droits de l'homme.

DATA ANALYSIS REPORT

CASES OF DISCRIMINATION
DOCUMENTED BY THE VARIOUS
DIVISIONS OF THE OBSERVATORY
FOR THE DEFENSE OF THE RIGHT
TO DIFFERENCE

July - October 2023



This report was carried out as part of the project “The Observatory for the Defense of the Right to Difference (O3DT)”.

The Observatory for the Defense of the Right to Difference (O3DT):

Established in 2018 by the Association for the Promotion of the Right to Difference (ADD), the Observatory for the Defense of the Right to Difference (O3DT) stands as a pivotal initiative dedicated to addressing and rectifying pervasive injustices. Functioning as a nexus for collaboration and coordination among discriminated groups, public stakeholders, and civil society, the Observatory aims to instigate profound structural reforms. Positioned as a vigilant entity, it assumes the roles of monitoring and raising awareness, both within governmental spheres and the public domain, regarding the stark inequalities imposed upon minority communities.

In the Observatory's commitment to advocate the perspective of a just and egalitarian society. The project is poised to make significant contributions to the prevention and combatting of all forms of discrimination. Serving as a pilot initiative, the O3DT endeavours to mobilize a diverse array of stakeholders. With a strategic focus on the creation of a network of influence advocating for legislation safeguarding minority rights and the enhancement of capacities among involved parties, the Observatory aims to foster robust engagement in the pursuit of its objectives. This pioneering effort responds to the urgent need to identify, comprehend, and effectively address the mechanisms that perpetuate inequalities and discrimination, offering a comprehensive approach to these pressing societal issues.

01

Introduction

This report is the tenth in a series analyzing data on cases of discrimination in Tunisia, covering the period from July 2023 to October 2023. The various divisions of the Observatory have documented the data for the Defense of the Right to Difference (O3DT), which comprises 98 NGOs covering the whole of Tunisian territory.

It merits mention that initially, the journey began in May 2020 with a report disclosing cases of discrimination monitored by the PAD network from January to December 2019. However, in March 2021 we had another report which summarized the data of discriminated cases that were collected through the network from January to December 2020, as it is noteworthy that in July 2020, PAD joined O3DT within the “All4all” network. A third report was done in July 2021 and revealed that various divisions of O3DT had documented discriminative cases from July 2020 –June 2021. The momentum continued and in September 2022, the fourth report came out analyzing the data on discriminatory cases documented from July 2021 to June 2022 by the various O3DT divisions.

The last report was the five report published on the 19th of October year 2022 which focused on the discrimination data recorded from July to September year 2022 the O3DT's divisions reported. To start, by July 2023, the eighth report highlighted discriminatory documentation instances between April and June of that same year. Unquestionably, the endeavour persisted through the culmination marked by the issuance of the ninth report of its genre, encapsulating an entire year spanning from July 2022 to June 2023.

These reports form evidence of the continued struggle against discrimination and the implementation of the right of difference.

This tenth edition of this report is a compilation of the documentation work that has occurred in the previous 122 days (From July 2023 to October 2023), as the result of long-term quantitative documentation and service providing as well as analysis. This outcome of a joint effort by the components of the Observatory that is structured into six distinct poles according to the following territorial breakdown :

North-East pole: Bizerte-Tunis-Ariana-Manouba-Ben Arous-Zaghouan-Nabeul

North-West pole: Béja-Jendouba-Kef-Siliana

Centre-East pole: Sousse-Monastir-Mahdia-Sfax

Centre-West pole: Kairouan-Kasserine-Sidi Bouzid

South-East pole: Gabès-Médenine-Tataouine

South-West pole: Gafsa-Tozeur-Kébili

02

Political Context

Tunisia, which experienced an unprecedented democratic transition in the Arab world after the 2011 revolution, has been grappling with a significant political crisis since July 25, 2021. This crisis was marked by the concentration of powers in the hands of President Kaïs Saïed, who suspended parliament, dismissed the prime minister, seized control of the prosecution, and enacted a new constitution without popular consultation or adherence to constitutional procedures.

These measures, while garnering support from a segment of the population, have faced opposition from numerous political actors and civil society. They have resulted in

detrimental consequences for the respect of human rights and fundamental freedoms in Tunisia.

Several national and international human rights organizations have decried the deterioration of the human rights situation since the presidential power grab. This includes the repression of critical voices, erosion of rights and liberties, exploitation of the judiciary and security apparatus as tools of persecution, racist violence against

sub-Saharan migrants, diplomatic isolation of the country, and tightening the grip on opposition and civil society.

One of the most severe infringements on the freedom of association is reflected in the proposed revision of Decree 88 of 2011 concerning the organization of associations. This revision aims to grant administrative authorities discretionary and excessive powers to interfere in the creation, operation, financing, and expression of civil society organizations. This revision, undisclosed to the public or subjected to formal parliamentary debate, follows President Saïed's racist and xenophobic remarks in February 2023. In these remarks, he accused sub-Saharan migrants of being part of a conspiracy to alter Tunisia's demographic composition and transform it into "an African country no longer belonging to the Arab and Islamic nations."

These remarks sparked a wave of anti-black violence, with crowds targeting black migrants, students, and asylum seekers. Law enforcement responded with arbitrary arrests and expulsions. This report seeks to analyze data on documented cases of discrimination from the Observatory for the Defense of the Right to Difference (O3DT) network between July and October 2023. It aims to highlight trends and factors of discrimination linked to Tunisia's.

political, social, and economic context. The report also endeavours to provide recommendations to Tunisian authorities and national and international partners to prevent and combat discrimination while promoting equality and diversity in the country.

The current human rights situation in Tunisia has created a fertile environment for discrimination, leading to a pervasive lack of trust in the judicial system. This will be illustrated through a series of facts and figures. The handling of human rights issues has become the weakest link in the chain of crises, leading not only to systematic discrimination but also to heightened risks for minority groups. Women, the LGBTQ+ community, and individuals with disabilities are particularly vulnerable. These groups often find themselves in a state of legal limbo, with limited access to justice. This is indicative of a broader state of lawlessness and failure, where the rights of these individuals are often overlooked or outright ignored.

This state of affairs underscores the urgent need for comprehensive reform. It is crucial to address these systemic issues in order to foster an environment of inclusivity, fairness, and justice for all. The path to achieving this is undoubtedly challenging, but it is a journey that must be undertaken for the betterment of Tunisian society as a whole.

Background

During this time span between the months of July and October 2023, numerous vigilant 10¹ documentalists for the respective components of the O3DT collective meticulously recorded a total of 363 cases of discrimination. These incidents significantly impacted seven distinct groups within the societal fabric:

- + 49 documented cases belonged to individuals who were targeted because of their skin colour and/or nationality. Issues of race and national bigotry are still pertinent problems in this aspect of discrimination, especially after the institutional Racism promoted by the Head of the State.
- + Cases involving discrimination based on Sexual Orientation, Gender Identity, Gender Expression, and Sex Characteristics (SOGIESC) totalled 9. This demonstrates the difficulties that continue to be faced by people with alternative sexual orientations and gender identifications.
- + Notably, the prevalent category was gender-based discrimination, which amounted to 92 recorded cases. It covers different kinds of discrimination, emphasizing the pressing need for comprehensive gender equality measures.

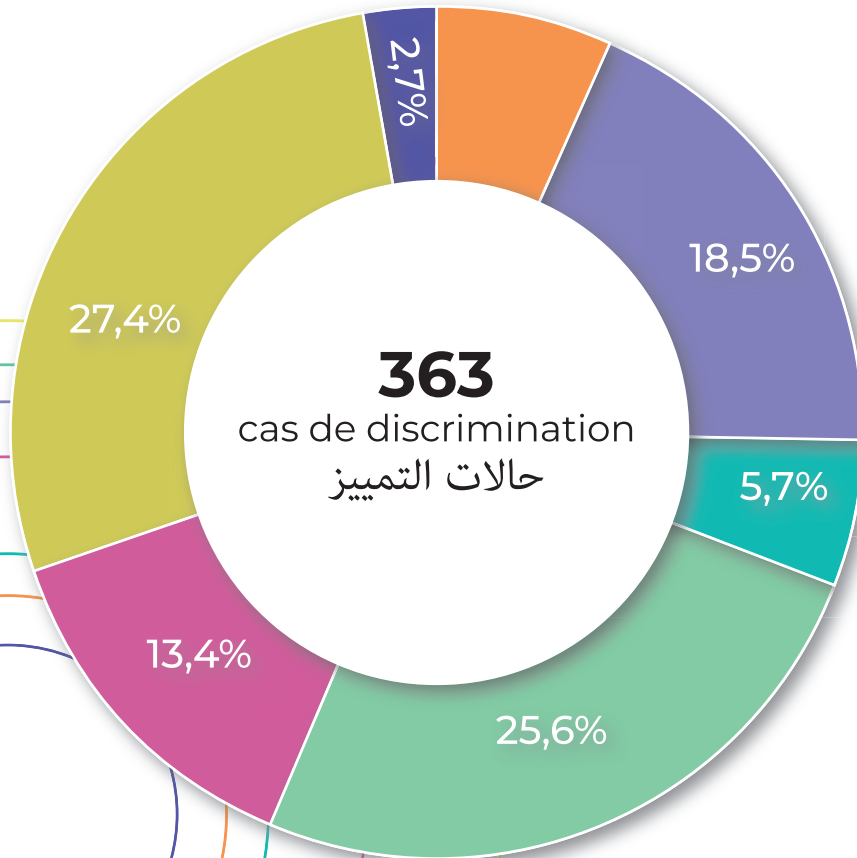
¹ As categorized by the O3DT

- + The cases included documentation of 23 instances of discrimination based on ethnicity and/or region of origin. This highlights the need to combat ethnicity-based and geographical bias.
- + The 62 complaints related to discrimination due to disability highlighted the need for asserting the dignity of persons with disabilities.
- + A total of 86² cases of hate speech or inciting racial hatred were reported on social media platforms. However, this form of discrimination in the virtual world continues to pose challenges to fostering inclusive, tolerant and humane online spaces.
- + A further 19 cases are referred to as “other situations” which include matters such as freedom of expression, freedom of conscience, civil status, personal freedoms etc. These show the multifaceted nature and the complexities involved in overcoming challenges faced by individuals from different walks of life.

These cases serve to highlight the need for continued work towards equity, respect for human rights and acknowledging multiple forms of discrimination still remain an issue for society.

² A feature that has been a subject of research by the O3DT starting October

Documented cases of discrimination July-october 2023



92 Gender

86 Hate Speech

62 Disability

45 Skin Color and Nationality

23 Entnicity and Region

19 Others

09 SOGIESC

New dimensions have been incorporated into the interview process with respondents, introducing inquiries beyond the conventional scope. Questions since the last ninth report extend to whether the individual desires the case's media exposure or if O3DT should champion the case in court on behalf of the (anonymous) victim. In terms of potential support, O3DT collaborates with its network's associations. For instance, for legal assistance, respondents are directed to ASF. Other facets of support, whether social, psychological, or medical, lead individuals towards other network associations such as partners to the Observatory such as DAMJ, ATP+, Mawjoudin, Jousour & citoyenneté, Aswatt Nissa, Volontaires Bouarada, UNFTK, Boutheina Association for the women exposed to risks and others ...

O3DT remains highly vigilant about the approach taken by documenters in reporting and gathering evidence. Documenters must possess a profound understanding of discrimination, empathizing with the experiences of those affected, particularly when the documenters themselves do not share the same experiences of discrimination. Awareness of the implications of human rights violations, spanning civil and political, as well as economic, social, and cultural realms, is deemed crucial. The concept of the intersectionality of discrimination is paramount.

In the course of the navigation of voluntarily having victims who share their instances and seek to share their narratives and documenters initiating the contact with the victim sets a whole preparation of the various stages of the interview.

In the course of their monitoring duties, documenters meticulously choose suitable venues for individuals, ensuring utmost confidentiality at every juncture, and adhering to a protocol where consent is paramount at each stage of action.

03

**Data Analysis
Based on Space of
Discrimination**

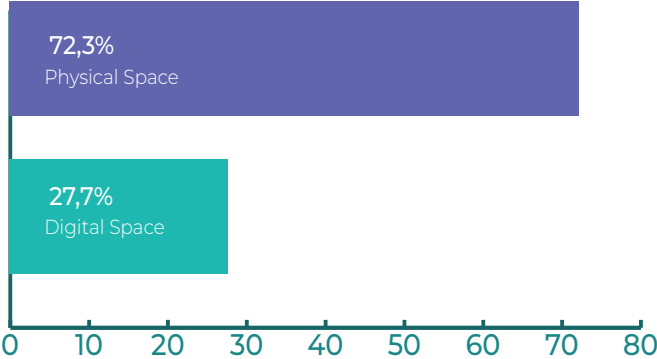
It is irrefutable that the current era is the Social Media Era par excellence. This period is characterized by the widespread adoption and impact of social media platforms, which have transformed the way people communicate, share information, and engage with each other. As the lives of individuals continue to intertwine with digital platforms, these social networks continue to revolutionise not only the means and the manner of communications but have also influenced various aspects of culture, politics, and commerce, marking a distinctive era in the evolution of information and interaction.

They have become a modern public square, a place where people from all walks of life can connect, express their views, and participate in global conversations to the point that the framework of Human Rights had to keep up with its generation as one might claim that a fourth generation is emerging with the increasing new rights in relation to technological development and cyberspace. Yet, the impact of social media on our lives and rights is a double-edged sword. On one hand, social media platforms have the potential to promote freedom of expression, foster social connections, and facilitate civic engagement. They can serve as powerful tools for social change, enabling individuals and communities to raise awareness, mobilize support, and advocate for their rights.

However, On the other hand, these platforms can also become spaces for discrimination, harassment, and hate speech. Racial discrimination, cyberbullying, and other forms of online abuse are prevalent on social media, affecting people of all ages and backgrounds.

Discriminatory practices on social media can take various forms, ranging from racist speech to calls for violence to targeting and outing individuals to threats in which the O3DT documentalists intervene to document the hate speech.

In the total of 363 cases, 93 of the discrimination documented occurred in Digital spaces and 92,5% were Discriminatory hate speech



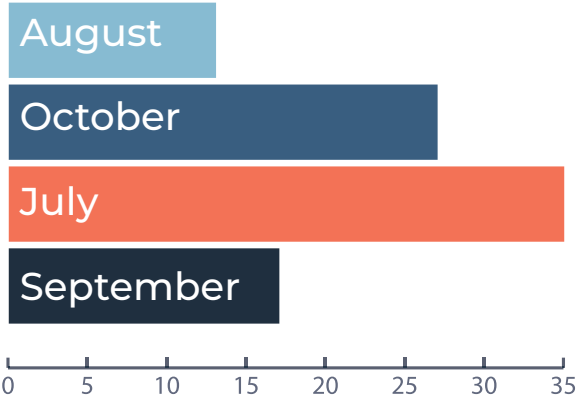
04

**Data Analysis of
Gender-Based
discrimination**

The Observatory for the Defense of the Right to Difference's divisions reported 92 incidents of gender identity-based discrimination between July and October 2023. Predominantly, 63.48% of these instances transpired within physical spaces, while 4.6% unfolded in the digital realm. Indeed, some forms of gender-based discrimination are directly linked with sexual-orientation-motivated violence, gender identity/expression, sexual characteristics etc.

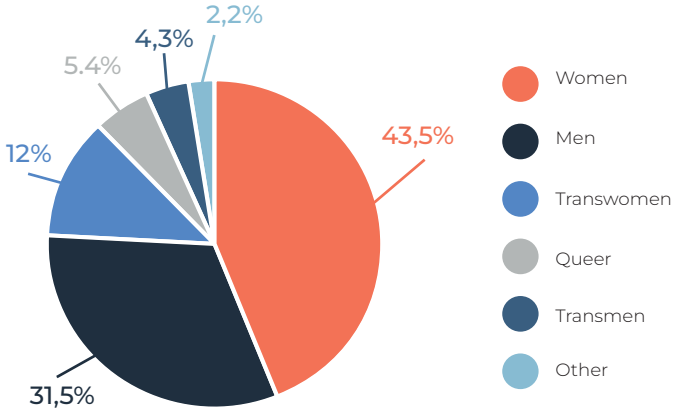
Month of Discrimination Act:

These cases are arranged in chronological order within these particular months.



Gender:

The distribution according to the gender of the person, mentioned or assumed, is as follows:



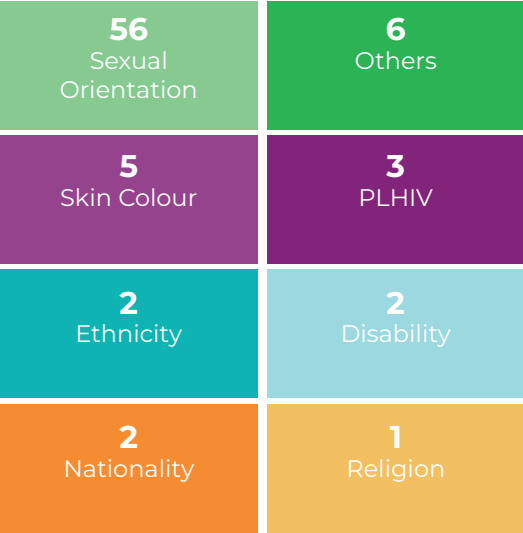
A discernible pattern emerges, highlighting that women bear the predominant impact of gender-based discrimination. Out of the 92 collected cases, 40 involved cisgender women, and 11 pertained to trans women, as it becomes apparent that they are the ones primarily hurt by adverse results of the documentation.

Additionally, 29 men reported being victims of gender-based discrimination, while 5 trans men emphasized that their most significant form of discrimination stems from their gender identity.

Following closely, queer individuals accounted for 5 cases, and documentalists tracked 1 case per the nonbinary individuals. This underscores the nuanced yet minute disparities in experiences of gender-related discrimination within the documentation cohort.

Intersection of Discriminations:

Of the 92 cases of gender discrimination reported, almost half of the interviewees, 88,96 % (80 people), were also victims of a second form of discrimination recorded as follows:



About 70% of respondent people have affirmed that discrimination based on gender, which they have been subjected crosses with mostly due to their sexual orientation.

Regional distribution:

A predominant share of the documented cases, approximately 50%, surfaced in the Southeast region, specifically in Tataouine, Medenine, and Gabes, totalling 43 instances. Furthermore, 31 cases were recorded in the North-East, encompassing Greater Tunis and Bizerte. The North-West region, spanning Kef, Siliana, and Beja, accounted for 16 documented cases. Additionally, two cases were stated in the Center-East region, covering Sfax, Monastir, and Sousse.

The geographical distribution of these reports is delineated as follows:

46,7% South-East

33,7% North-East

17,4% North-West

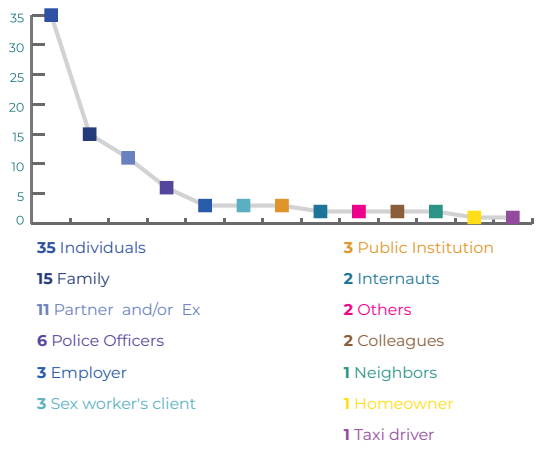
2,2% Centre-East

Perpetrator of the discriminations :

Among the instances of discrimination carefully registered during the period extending from, a notable portion, 35 cases, nearly a third, transpired at the hands of individuals. What's particularly disconcerting is the anonymity of most of these individuals, painting a broader picture of an environment seemingly conducive to targeting minorities with total impunity. Families, occupying a pivotal role in power dynamics and social relations, ranked second as perpetrators, contributing to 15 cases. There were 11 recorded instances where current or former partners were culpable.

Regarding discrimination based on gender, three main participants emerged including employers (3 cases), public institutions (3 cases), and police officers (6 cases). In addition, neighbours or clients of sex workers constituted a significant group consisting of about three people.

In essence, 29.05% of these discriminatory acts were committed by acquaintances, encompassing colleagues, neighbours, clients, and the like. Strikingly, a staggering 70.95% were perpetrated by individuals unknown to the victims, and completely strangers amplifying the unsettling reality of discrimination from strangers.



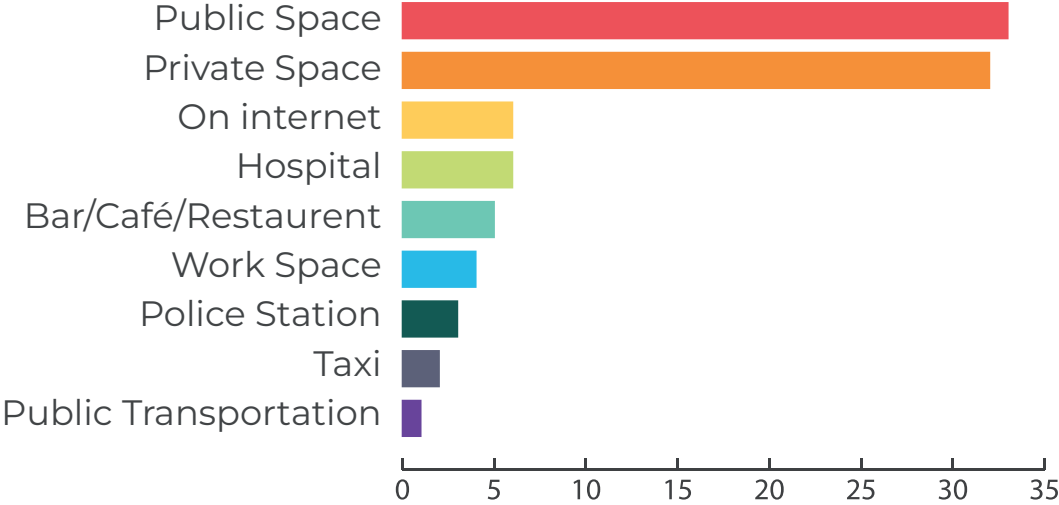
Location of the discriminations :

In the intricate tapestry of discrimination, the threads of location and perpetrator are inextricably woven together. The data reveals a disconcerting pattern: private spaces such as homes are a place meant for safety and solace, often becoming the stage for discrimination, with family members and partners playing the unfortunate role of the antagonist. In a staggering 32 out of 92 instances, private spaces bore witness to such acts of prejudice which represents 29.44% of cases. Public spaces, too, are not immune. Half of the discriminatory incidents occurring in public were orchestrated by public bodies, a sobering reminder of the systemic nature of this issue.

Unknown individuals, neighbors , colleagues, and sometimes members of families too have been implicated in 33 instances of discrimination, their actions ranging from domestic violence to verbal abuse and harassment, physical abuse, and psychological. Most of the victims are women numbered 15 cases, 5 cases against Transwomen , 10 cases against Men , 2 cases against transmen and 1 case against a queer individual.

The workplace, a microcosm of society, mirrors these discriminatory practices. Women reported 4 instances of gender-based discrimination, with coworkers being the perpetrators in 4 of these cases. The realm of hospitals is not exempt either, with 6 documented instances involving verbal abuse were documented.

In the nuanced web of prejudice and discrimination, the essence lies in the complex interweaving of biased threads, delineating a distressing narrative of unequal and ill-treatment and injustice.



History and continuity of the discrimination :

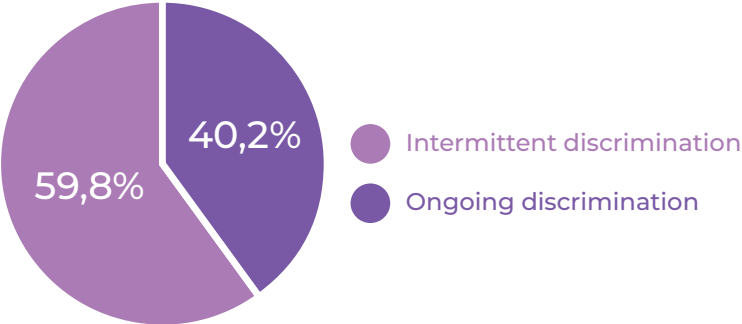
43 out of 92 individuals polled assert that they have been subject to previous gender-based discrimination which constitutes a substantial portion. For the other 37 individuals , according to them, the discrimination documented persists and is still ongoing which underscores the systematic and enduring nature of gender-based discrimination.

Witnesses :

In the process of documentation, 52 victims, constituting 47.84%, recounted instances where witnesses were present during their experiences of discrimination. This statistic underscores the overarching hypothesis that gender-based discrimination is pervasive, occurring routinely in the intricate tapestry of both private and public spheres.

Despite this prevalence, a mere 25 out of the 52 respondents expressed the belief that these witnesses would be willing to testify on their behalf. This intriguing insight raises questions about the complex dynamics surrounding the willingness of bystanders to actively address and confront instances of discrimination.

Adding depth to this narrative, it's noteworthy that a significant number of these discriminatory incidents unfolded in public spaces, such as hospitals, cafes, bars, and restaurants, as well as within workplace environments. This underscores the disconcerting reality that gender-based discrimination permeates the very fabric of our daily lives, transcending various settings where individuals should ideally feel safe and respected. The juxtaposition of the high frequency of discrimination with the limited confidence in witness testimony unveils a nuanced challenge in addressing these issues. It prompts reflection on the societal norms and expectations that either encourage or discourage active intervention. The intricate nature of these dynamics calls for a more profound exploration of the factors influencing bystander responses and the broader implications for fostering a culture of accountability and support in the face of gender-based discrimination.



Judicial follow-up :

Among the 92 cases documented, a mere 7 individuals have taken the step to file a complaint, and dishearteningly, one among them wishes to withdraw the case. Strikingly, these 7 individuals represent a mere 6.44% of victims of verbal violence, with 5 cases reported. Out of this small group, 2 have experienced physical abuse, and another 2 have endured economic abuse. An overwhelming 99.93% of these victims are acquainted with their aggressors, reflecting the deeply personal nature of the violence endured.

However, a staggering 71.76% of victims express an unwillingness to pursue legal action against their perpetrators. Of these individuals, 54 have been offered listening services and psychological support by the O3DT or another supportive structure. This intricate web of statistics prompts contemplation on potential explanations. One line of thought is that victims of gender-based discrimination may lack confidence in the legal system's ability to safeguard their rights. Alternatively, it raises the possibility that some victims may be unaware that such discrimination is legally prohibited.

Delving deeper, it's essential to note that a significant number of these discriminatory incidents unfolded in public spaces, hospitals, cafes, bars, and restaurants, as well as within workplaces. This contextualizes the challenge, revealing a pervasive issue that transcends both private and professional spheres. The human aspect of these figures is crucial, underscoring the need for empathetic support structures, as evidenced by the provision of listening services and psychological support to those who choose not to pursue legal action. The complexity of this situation necessitates a multifaceted approach, addressing both legal frameworks and awareness initiatives to foster a more supportive and informed environment for victims of gender-based discrimination.

05

**Data Analysis of
discrimination based
on region and/or
ethnicity**

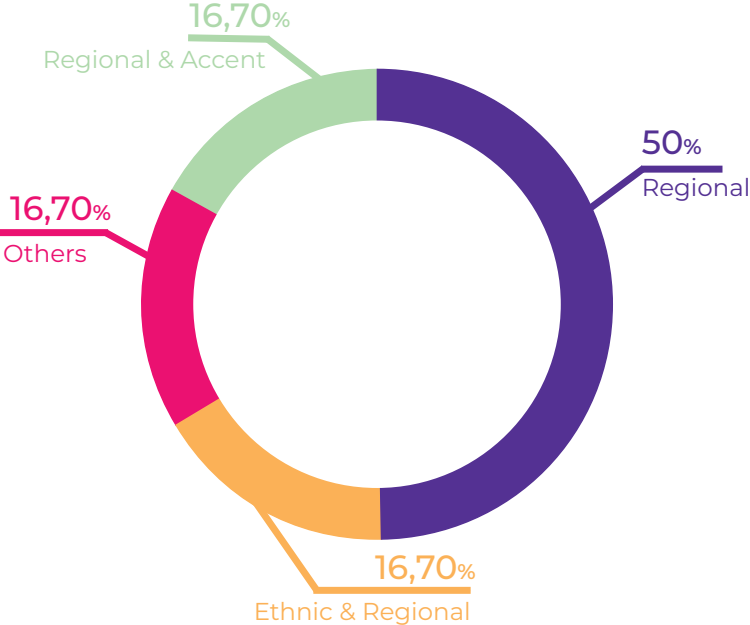
In the period spanning from July to October 2023, the Observatory for the Defense of the Right to Difference recorded a total of six instances of discrimination based on region and/or ethnicity within Tunisia. These occurrences, exclusively manifesting in physical spaces, offer a disconcerting glimpse into the persistent societal divisions within the nation.

Of these six cases, four were identified as instances of regional discrimination, a stark reminder of the geographical disparities that continue to exist. One case was attributed to ethnic discrimination, highlighting the challenges faced by minority ethnic groups within the country. Notably, four cases were found to involve both regional and ethnic discrimination, suggesting a complex interplay between these two factors.

One notable case dealt specifically with the use of a certain regional dialect and / or accent, underscoring the subtle yet impactful ways in which discrimination can manifest. Hence, This case serves as a poignant reminder of the imperative to respect and value linguistic diversity within the country.

This data, while limited, offers valuable insights into the nature and extent of discrimination within Tunisia. It underscores the urgent need for comprehensive policies and interventions aimed at promoting equality and respect for difference, regardless of one's region or ethnicity.

The fight against discrimination is a collective responsibility and an issue that requires joint ventures and every effort among society actors to ensure that all citizens and individuals are treated with dignity and respect.



Gender :

The distribution according to the gender of the person, mentioned or assumed, is as follows belonging to an age group from 25 to 38 years old :



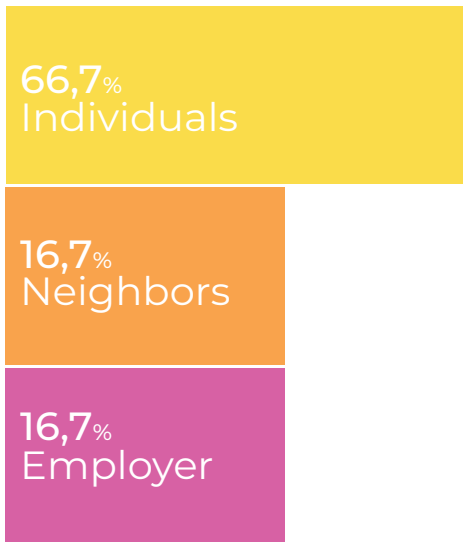
Regional distribution :

66,7 % of the reported cases were in the North-West Region region (Kef, Siliana and Beja) and 33,3% of the cases were in the South East (Tataouine, Medenine and Gabes)The regions in which the reports were made as follows:



Perpetrator of the discriminations :

Of the reported discrimination cases between July 2023 and October 2023, 4 cases were committed by individuals, while 2 other cases, one made by an employer and another one made by neighbours.



History and continuity of the discrimination :

Approximately all of those interviewed (5 out of 6) do not believe they have experienced previous region/ethnicity-based discrimination. Only one of them considers that the discrimination is still ongoing since the perpetrator is the employer.

Witnesses :

5 respondents (83,3%) report nobody witnessed the discrimination they were subject to. Hence, there will be no one to testify for the encountered violations.

Judicial follow-up :

Among the 6 cases documented, none of the individuals have chosen to pursue legal action or file a complaint, and there is a unanimous consensus among those interviewed that the O3DT or any other relevant entity should not initiate legal proceedings on their behalf. The service provided by the O3DT was limited to a listening service only.

These statistics unveil a noteworthy trend, indicating a reluctance among individuals who have experienced ethnicity or region-based discrimination to engage in legal actions.

This reluctance might stem from the perceived challenges associated with legal proceedings — a process that demands time, effort, and the intricate task of gathering evidence, attending hearings, and navigating a potentially prolonged legal journey. For many, these challenges can be overwhelming, especially with no witnesses.

Additionally, there seems to be an apprehension that their concerns might not be taken seriously within the legal system. This underscores a deeper issue where individuals from these specific silenced groups may feel disenfranchised or skeptical about the efficacy of legal channels in addressing their unique experiences of discrimination.

These findings raise poignant questions about the accessibility and effectiveness of legal avenues for those facing discrimination based on ethnicity or region. The complexities surrounding these decisions warrant a nuanced exploration, considering the broader socio-cultural context and the need for more inclusive and supportive mechanisms for addressing such grievances.

06

**Data Analysis of
discrimination based
on disability**

Between July 2023 and October 2023, the Observatory for the Defense of the Right to Difference recorded a total of 40 cases of discrimination based on disability within Tunisia. This data provides a sobering snapshot and a stark portrait of the myriad the challenges faced by individuals with disabilities in the country.

The majority of these cases involved discrimination based on a motor disability, accounting for 19,4 % of the reported incidents. This highlights the significant barriers faced by individuals with motor disabilities in accessing equal opportunities and rights or even public buildings.

Discrimination based on other types of disabilities accounted for 4,8% of the cases were based on Auditory disability and 1,6% of incidents reported were based on visual impairment. This category likely encompasses a range of disabilities, each with its unique challenges and forms of discrimination.

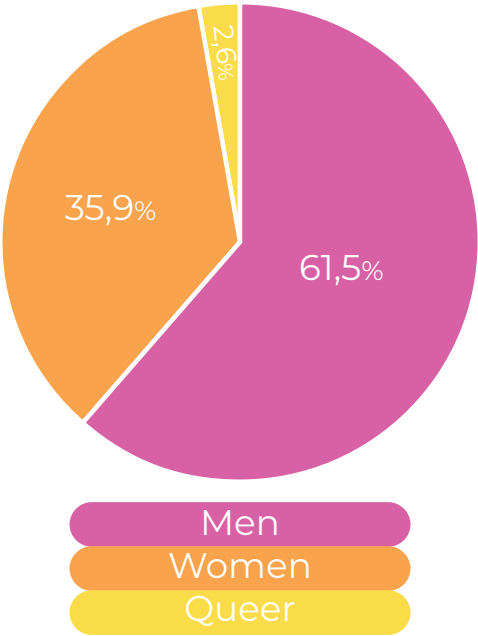
Despite the inclusive legal framework in Tunisia, these figures indicate that laws are not always effectively implemented or enforced. Furthermore, people with disabilities in Tunisia continue to face significant challenges, such as under-education, a higher dropout rate, lower levels of professional integration, and higher poverty levels. Women with disabilities face additional difficulties due to the double burden of sexism and ableism.

What may be perceived as routine or unproblematic by those without disabilities can pose considerable complications for individuals with disabilities. Simple tasks that others take for granted may become formidable obstacles. This dichotomy underscores the importance of acknowledging and dismantling societal norms that inadvertently contribute to the discrimination faced by individuals with disabilities.

This data underscores the urgent need for comprehensive policies and interventions aimed at promoting equality and respect for all, regardless of one's disability. The fight against discrimination is a collective responsibility, and every effort must be made to ensure that all citizens are treated with dignity and respect.

Gender and Age :

The distribution according to the gender of the person, mentioned or assumed, is as follows:



It was noted that the age ranges from 3 years to 13 years old for the category of minors which represents 10,2% of the cases, and for the adults (89,8%) ranges from 25 to 45.

Intersection of discriminations :

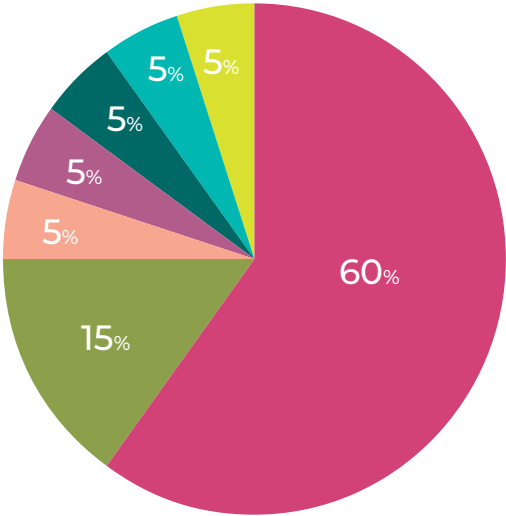
In the purview of disability-based discrimination, a poignant narrative emerges from the reported 39 cases, revealing a disconcerting reality where 32 individuals bear the brunt of a dual burden—victims not only of disability-based discrimination but also entangled in a second form of bias.

Within this intricate web of discrimination, 12 instances stand out starkly, where disability-based discrimination intertwines with the challenging landscapes of Skin Color and Nationality.

This intersectionality underscores the complex challenges faced by individuals who navigate the convergence of multiple forms of bias, amplifying the impact of discrimination on their lives.

The data further unravels additional strands of discrimination, highlighting instances of bias based on Ethnicity (3 cases), HIV status (1 case), and Religion (1 case). Each of these incidents represents a unique facet of the multifaceted struggles individuals endure, showcasing the diversity of discriminatory forces at play.

This nuanced analysis not only delves into the raw statistics but unveils a tapestry of human experiences. It draws attention to the intricacies of intersectionality, where individuals grapple not with a singular form of discrimination but with the compounding weight of multiple biases.



● Skin Colour & Nationality

● Freedom to use one's home

● Religion

● Ethnicity

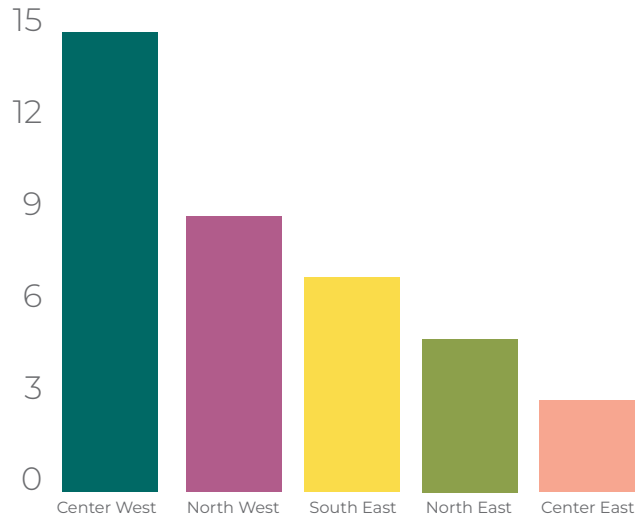
● Freedom of movement

● Others

● PLHIV

Regional distribution :

Though all of the discriminations documented occurred in the physical space, 38,5% of the reported cases were in the Center-West (Kairouan-Kasserine-Sidi Bouzid) with 15 cases. Followed by the North West (Kef, Siliana and Beja) with 9 cases. Additionally to the South East (Tataouine, Medenine and Gabes) with 7 cases which constitutes 17,9 % of the documented incidents, there exists 5 cases in the North East (Greater Tunis and Bizerte) . Yet, only 3 cases were reported in the Center East (Sfax, Monastir, and Sousse) with a percentage of 7,7.



Perpetrator of the discriminations :

In 36.1% of the reported cases, public institutions emerged as the perpetrators of disability-based discrimination, comprising 13 distressing incidents. A disheartening trend unfolded as 5 cases were attributed to family members, revealing instances where women with disabilities were unjustly deprived of basic necessities.

Within the scope of workplaces, a troubling data unfolded with 3 cases directly linked to employers, often involving coerced layoffs or withheld salaries. Additionally, 2 respondents disclosed experiencing discrimination at the hands of their colleagues, shedding light on the challenges faced within professional spheres. Individual actors, responsible for 13.9% of the documented cases, contributed to the complex multifaceted acts of discrimination.

What struck a chord was the involvement of NGOs as perpetrators in 5.6% of cases, engaging not only in discrimination based on disability but also resorting to verbal abuse. This unexpected revelation calls for a critical examination of the roles and responsibilities of organizations meant to champion rights. Partners, surprisingly, played a role in 2.8% of the cases, contributing to the unfortunate statistic of discrimination against individuals with disabilities. Law enforcement and taxi drivers, each responsible for 5 cases, underscored the widespread nature of discrimination within these categories.

Public institutions	13	Taxi driver	2
Individuals	5	NGO	2
Family	5	Colleagues	2
Employer	3	Homeowner	1
Police officers	2	Partner	1

Location of the discriminations :

A staggering 59% of the documented cases unfolded in the public domain, illuminating the pervasive nature of disability-based discrimination in spaces meant to be inclusive and accessible. In a stark contrast, 8 cases discreetly transpired in private settings, shedding light on the insidious reach of discrimination even within ostensibly personal spheres in which all of the above were discriminations that included verbal and economic abuse.

Within the professional setting, 10,3% of the documented incidents marred the workplace, underscoring the persistent challenges faced by individuals with disabilities as they navigate employment structures. A nuanced layer emerged as 2 cases materialized not only in workplaces but also in educational institutions, emphasizing the multifaceted impact on the pursuit of education and career aspirations.

These statistics not only unveil the locations where discrimination unfolds but also beckon a profound examination of societal spaces. Public areas, ostensibly designed for everyone, become arenas where discriminatory practices persist. The juxtaposition of workplace and educational settings highlights the intersectionality of challenges faced by individuals with disabilities in their pursuit of both professional and academic fulfillment.



History and continuity of the discrimination :

Among the cohort of 40 individuals, a surprising revelation emerges as 23 express a belief that they have not encountered prior instances of disability-based discrimination. However, upon delving into the documented cases, a poignant reality unfolds, with 13 of them acknowledging the ongoing nature of the discrimination they face.

For a distinct subset of 12 respondents, a nuanced narrative unfolds, as they recount experiences of past discrimination that persist in a continuous and distressing manner. This revelation adds a layer of complexity to their storytelling, underscoring the enduring impact of discrimination on their lives.

Witnesses :

33,3 of the respondents report that witnesses were present when they encountered discrimination. Yet according to them none of the witnesses would be willing to testify if the matter would end up in a court of law.

Judicial follow-up :

Of the 40 cases reported, only 1 person has already filed a complaint against a family member and then withdrew it. The basis of the suit was harassment and verbal abuse.

None of the people subject to discrimination-based disability has preferred to take the matters they endured to the courts and none of the respondents agreed that the O3DT (or another structure) should initiate legal proceedings regarding their respective cases.

The ramifications of discrimination on individuals with disabilities extend beyond the observable, delving into the realms of profound emotional and psychological impact. The reluctance to report such instances often stems from discomfort or a visceral fear associated with revisiting the distressing encounter.

Individuals with disabilities may harbour a belief that reporting discrimination yields minimal substantive change or fails to bring about proper restitution. Observing instances where others have voiced discrimination concerns without witnessing tangible results may lead to a pervasive demoralization, ultimately dissuading them from pursuing formal avenues of action.

The services provided by the O3DT were limited to social assistance, service of listening, psychological support and legal aid was limited to consultations.

07

**DATA ANALYSIS OF
DISCRIMINATION BASED ON
SEXUAL ORIENTATION, GENDER
IDENTITY AND EXPRESSION,
SEXUAL CHARACTERISTICS
(SOGIESC)**

Between July 2023 and October 2023, the Observatory for the Defense of the Right to Difference in Tunisia recorded a total of 9 cases of discrimination based on Sexual Orientation, Gender Identity and Expression, and Sex Characteristics (SOGIESC).

A significant majority of these cases involved discrimination based on gender expressions and individual freedoms. This highlights the significant barriers faced by individuals whose gender expressions deviate from societal norms.

It is important to note that certain forms of discrimination based on sexual orientation, gender identity and expression, and sexual characteristics also constitute violence on the basis of gender, and vice versa. This intersectionality further complicates the issue and underscores the need for a nuanced and comprehensive approach to addressing discrimination.

Gender :

The distribution according to the gender of the person, mentioned or assumed, is as follows:



It has been noted that queer individuals are the most impacted by discrimination on the basis of SOGIESC with 66,7% of the cases. In addition to 11,1% Women and 11,1% intersex.

Intersection of discriminations :

Of the 166 cases of SOGIESC-based discrimination reported, 16 people were also victims of a second form of discrimination.

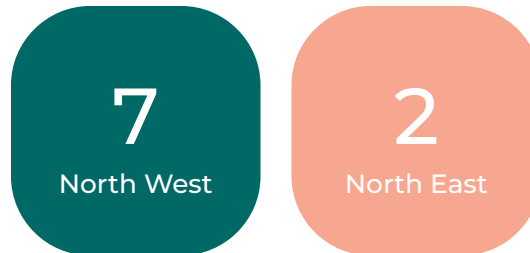
5 of these 16 occurrences involved discrimination in intersection with HIV Status (5 cases), nationality (5 cases), ethnicity (2 cases) and religion (2 cases.)

There have also been cases of discrimination based on race and disability.

Regional distribution :

22,2% of the reported cases were in the North-East (Greater Tunis and Bizerte) with 2 cases, followed by 7 cases in the North-West (Kef, Siliana and Beja). None of the other poles received and/or documented discrimination based on SOGIESC.

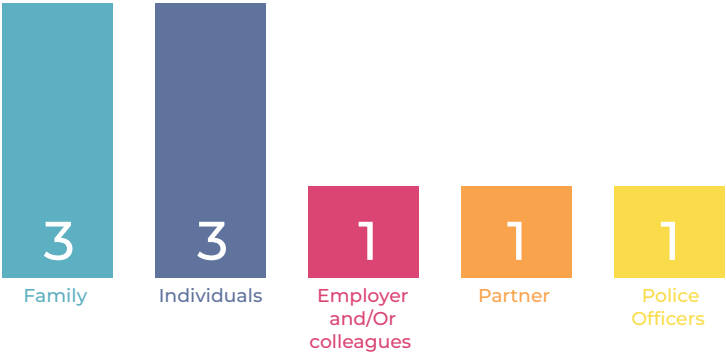
The regions in which the reports were made are as follows:



Perpetrator of the discriminations :

Family members and Employer or colleagues are the most perpetrators of discrimination 6 cases. They were responsible for Verbal and physical abuse and the victims were either thrown out of the house and threatened to be forcibly outed.

Police officers account for 1 case as well as Current partners or Ex ex-partners along with Unknown individuals with 11,1% of the documented discrimination .



History and continuity of the discrimination :

2 out of 9 respondents believe that believe they have experienced previous disability based SOGIESC. Additionally 4 of the respondents state that the discrimination is ongoing over time.

Witnesses :

Even though 5 of the documented cases report that witnesses were present when they encountered discrimination. However, they consider that none witnesses would be willing to testify

Judicial follow-up :

Of the 9 cases reported, none of these people have already filed a complaint and/or would even consider filing a complaint. Added to that, none of them had agreed that the O3DT (or another structure) should initiate legal proceedings regarding their respective cases.

The fear of being outed, facing further harassment, experiencing retaliation, or having their personal and professional lives disrupted often dissuades individuals within the LGBTQI++ community from reporting instances of discrimination. This apprehension is further compounded by a lack of trust in institutions and authorities, which are often perceived as biased. The belief that their complaints will not be taken seriously or that justice will not be served can deter individuals from coming forward.

Moreover, the threat of criminalization based on gender identity and expression, due to profiling tendencies among law enforcement, adds another layer of complexity to this issue. In fact, Article 230 of the Tunisian Penal Code criminalizes sexual acts between two consenting adults of the same sex, with a penalty of up to three years in prison. This legal provision has been used to justify government repression of the LGBTQI++ community and it has been reported that individuals have been arrested and subjected to anal examinations under this law.

In this context, the service provided by the O3DT was only limited to psychological support and Listening services.

08

**Data analysis of
discrimination/ hate
speech on social
networks**

Between July and October 2023, the Observatory for the Right to Difference meticulously documented a distressing total of 86 cases of hate discrimination on social networks. This disconcerting trend primarily targeted race and nationality, constituting 66.6% of the tracked posts.

Religious

discrimination accounted for 3.3%, while other insidious forms of bias were directed at gender, SOGIESC rights, regionalism, language, and more.

Within this digital landscape, the proliferation of hateful publications, messages, and comments is alarming. The period in question witnessed a particularly pronounced focus on race and nationality, notably influenced by the Humanitarian crisis involving Sub-Saharan migrants in Tunisia.

The national rhetoric, driven by the Head of State, perpetuated discriminatory narratives against this vulnerable category, fostering a hostile environment online.

Marginalized communities, particularly migrants and asylum seekers, bore the brunt of this online animosity.

residence, underscores the pervasive impact on individuals and communities. The analysis delves into the insidious nature of hate on social networks, highlighting its intersectionality and its potential to erode fundamental rights and freedoms.

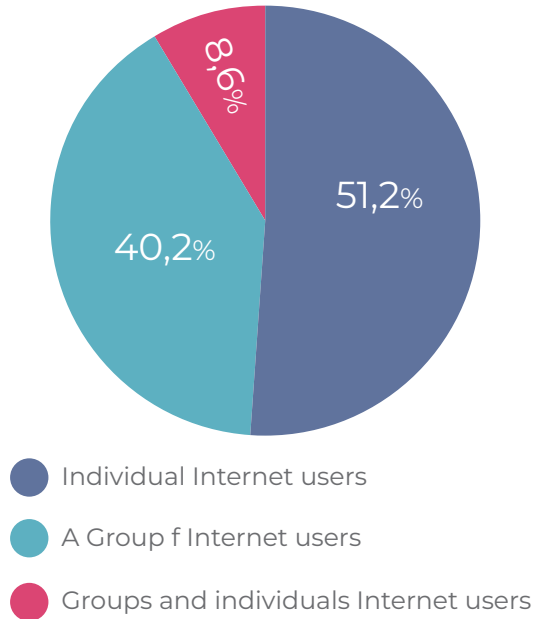
Facebook emerged as the primary platform for propagating hate speech, with 54 documented cases linked to this platform through comments (44 cases) and posts (25 cases). Surprisingly, Twitter (3 cases) and TikTok (18 cases) also featured on the O3DT radar for documenting hate speech, illustrating the widespread reach across various social media platforms.

A noteworthy aspect of this disturbing phenomenon is the encoding of messages within posts, comments, videos, and stories, employing a conspiratorial vocabulary. Migrants were characterized as “settlers” (6 times), labelled as threats (8 times), and the right to circulation from abroad to the Tunisian territory was deceitfully termed as “settlement” (6 times). Additionally, organizations providing humanitarian aid and denouncing institutional violations were labelled as traitors (5 times), with such intervention considered a threat to national security (2 times).

This analysis delves beyond the surface, unravelling the intricacies of hate speech and discriminatory narratives. Such document patterns in the Digital space have been mirrored in the Physical Space as several campaigns launched against a certain social category in the social networks juxtaposed into acts of violence and crimes.

Perpetrator of the discriminations :

42 cases documented by the propagators of Hate Speech are individual users which means that they propagate discrimination with their personal profiles. However, in 33 of cases documents are propagated within channels of groups of users. Only 7 cases documented were initiated by an individual and then got reposted in groups.



Follow-up of the discrimination cases :

Considering that the predominant portion of documented discrimination cases pertains to an entire Sub-Saharan community, the endeavour to reach and identify specific individuals for victim support and/or encourage them to file complaints proved to be exceedingly challenging.

Recommendations

Recommendations for Tunisian Institutions

1. In light of the ongoing political transformations and institutional reconfiguration, it is imperative that the Presidency of the Republic, wielding significant authority under the new constitution, demonstrates a commitment to revising outdated laws, particularly Law 2004-6. This law, stemming from the era of Ben Ali's dictatorship, requires revision to establish a migration legal framework that respects fundamental rights.
2. Investigate all allegations of torture and violence perpetrated by security forces during demonstrations promptly, impartially, and independently. Uphold the fundamental safeguards outlined in Law No. 5 of 2016 for individuals in custody.
3. Ensure the effective implementation of Law No. 58-2017, aimed at eradicating violence against women.
4. Safeguard the implementation of Law No. 2018-50, dated October 23, 2018, targeting the elimination of all forms of racial discrimination.

5. Prioritize the adoption of the draft law on equal inheritance introduced since 2018, and expedite the establishment of the Constitutional Court to fortify rights and freedoms protection and create a precedent respecting human rights.
6. The new legislative body should uphold existing laws safeguarding rights and freedoms while proposing and adopting texts aligned with the spirit of the 2014 constitution.
7. Harmonize national laws with ratified international human rights instruments.
8. Consult the recommendations from the Commission on Individual Liberties and Equality and the Truth and Dignity Commission's report when formulating laws concerning the protection and promotion of individual liberties.
9. Repeal Article 230, discontinuing all forms of criminalization targeting LGBTQI+ individuals.
10. Develop a penal policy, in collaboration with public institutions and civil society, that aligns with universal human rights, ensuring clear accountability of all actors in directing and executing this policy.

Recommendations for Civil Society

1. Heighten efforts and vigilance in response to the 2022 constitution to counteract potential regressions and severe consequences.
2. Advocate both regionally and internationally to exert pressure on Tunisia, compelling the state to fulfill its international commitments in human rights.
3. Support the new institutions in achieving independent functioning, separate from executive power, and ensure full respect for rights and liberties.
4. Conduct awareness-raising and capacity-building initiatives for the new political class to instill human rights values.
5. Involve the beneficiaries of association services directly in project development and implementation, fostering their inclusion as effective partners.

6. Make legal empowerment of beneficiaries a primary goal, surpassing capacity building to include knowledge of anti-discrimination laws and protection mechanisms, rebuilding trust in the judicial system.

7. Leverage international human rights mechanisms, such as the Universal Periodic Review, to assess Tunisia's compliance with its international human rights commitments.



OBSERVATOIRE

pour la Défense du Droit
à la Différence en Tunisie

توصيات للمجتمع المدني

1. زيادة الجهود واليقظة في مواجهة دستور عام 2022 لمواجهة التهديدات المحتملة للتراجع والعواقب الخطيرة.
2. الترويج على الصعيدين الإقليمي والدولي لخلق قوة ضغط على تونس، بحيث تلتزم الدولة باحترام تعهداتها الدولية في مجال حقوق الإنسان.
3. دعم الهيئات الجديدة في تحقيق استقلالها عن السلطة التنفيذية وضمان الاحترام الكامل للحقوق والحريات.
4. تنفيذ حملات التوعية وبناء القدرات تجاه الطبقة السياسية الجديدة لمساعدتها في التشبع بقيم حقوق الإنسان.
5. ضمان تضمين المستفيدين من خدمات الجمعيات (الدعم الاجتماعي والقانوني والنفسي، وما إلى ذلك) كشركاء مباشرين وفعّالين في تطوير المشاريع لصالحهم وفي تنفيذ الأنشطة المختلفة للمجتمع المدني.
6. جعل التمكين القانوني للمستفيدين هدفا رئيسيا، يتجاوز مجرد تدريب مختلف الجهات الفاعلة في المجتمع المدني. ويمكن أن تؤدي معرفة قوانين مكافحة التمييز وآليات الحماية إلى استعادة ثقة أولئك الذين يتعرضون للتمييز في نظام العدالة وتعزيز الإرادة في التماس العدالة.

8. الرجوع إلى توصيات لجنة الحريات الفردية والمساواة، بالإضافة إلى تلك المدرجة في تقرير هيئة الحقيقة والكرامة، عند صياغة القوانين المتعلقة بحماية وتعزيز الحريات الفردية.

9. إلغاء الفصل 230 ووقف جميع أشكال التجريم الموجهة ضد أفراد المجتمع ميم-عين.

10. وضع سياسة جنائية جديدة، بالتعاون مع المؤسسات العمومية والمجتمع المدني، تتسق مع حقوق الإنسان الكونية، ضماناً للمساءلة الواضحة لجميع الفاعلين في توجيه وتنفيذ هذه السياسة.

8. الرجوع إلى توصيات لجنة الحريات الفردية والمساواة، بالإضافة إلى تلك المدرجة في تقرير هيئة الحقيقة والكرامة، عند صياغة القوانين المتعلقة بحماية وتعزيز الحريات الفردية.

9. إلغاء الفصل 230 ووقف جميع أشكال التجريم الموجهة ضد أفراد المجتمع ميم-عين.

10. وضع سياسة جنائية جديدة، بالتعاون مع المؤسسات العمومية والمجتمع المدني، تتسق مع حقوق الإنسان الكونية، ضماناً للمساءلة الواضحة لجميع الفاعلين في توجيه وتنفيذ هذه السياسة.

توصيات للمؤسسات التونسية

1. في ظل التحولات السياسية الجارية وإعادة تكوين المؤسسات، يتعين على رئاسة الجمهورية، التي تمتلك سلطة هائلة وفقاً للدستور الجديد، أن تظهر التزاماً بمراجعة القوانين القديمة، خاصة قانون 6-2004. يحتاج هذا القانون، الذي يعود إلى عهد حكم بن علي، إلى مراجعة لإنشاء إطار قانوني للهجرة يحترم الحقوق الأساسية.
2. يجب التحقيق في جميع الادعاءات بشأن التعذيب والعنف الذي يرتكبه قوات الأمن خلال التظاهرات بشكل فوري وبشكل محايد ومستقل، مع الالتزام الصارم بالضمانات الأساسية الموضوعة في القانون رقم 5 لعام 2016 للأفراد الذين يتم احتجازهم.
3. ضمان تنفيذ الفعال للقانون رقم 58-2017 الذي يهدف إلى القضاء على العنف ضد النساء.
4. حماية تنفيذ القانون رقم 50-2018 المؤرخ في 23 أكتوبر 2018، الذي يستهدف القضاء على جميع أشكال التمييز العنصري.
5. إعطاء الأولوية لاعتماد مشروع القانون بشأن المساواة في الميراث الذي تم تقديمه منذ عام 2018، وتسريع إنشاء المحكمة الدستورية لتعزيز حماية الحقوق والحريات وإنشاء مرجعية تحترم حقوق الإنسان.
6. يجب على الجسم التشريعي الجديد الحفاظ على القوانين القائمة التي تحمي الحقوق والحريات وتقديم واعتماد نصوص تتماشى مع روح الدستور لعام 2014.
7. موائمة القوانين الوطنية مع المعاهدات الدولية المصادق عليها لفائدة حقوق الإنسان.

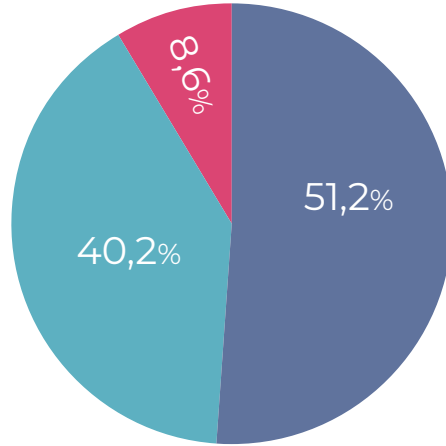
التوصيات

متابعة حالات التمييز :

بالنظر إلى أن الجزء الأكبر من حالات التمييز الموثقة يتعلق بمجتمعات جنوب الصحراوية بأكملها، فقد ثبت أن السعي للوصول إلى أفراد محددين وتحديدهم لدعمهم كضحايا و/أو تشجيعهم على تقديم الشكاوى يمثل تحديًا كبيرًا.

مرتكب التمييز :

42 حالة موثقة من قبل مروجي خطاب الكراهية هم مستخدمون أفراد مما يعني أنهم ينشرون التمييز بحساباتهم الشخصية. ومع ذلك، في 33 حالة، يتم نشر الوثائق داخل قنوات مجموعات المستخدمين. تم توثيق 7 حالات فقط من قبل فرد ثم تمت إعادة نشرها في مجموعات.



افراد من مستخدمي،ات الانترنت

مجموعات من مستخدمي،ات الانترنت

افراد ومجموعات مستخدمة للإنترنت

ومن الجوانب الجديرة بالملاحظة لهذه الظاهرة المقلقة ترميز الرسائل داخل المنشورات والتعليقات ومقاطع الفيديو، باستخدام مفردات تأمرية. وُوصف المهاجرون بأنهم «مستوطنون» (6 مرات)، وُوصفوا بأنهم تهديدات (8 مرات)، وُوصف الحق في التنقل من الخارج إلى الأراضي التونسية بشكل مخادع بأنه «استيطان» (6 مرات). بالإضافة إلى ذلك، وُصفت المنظمات التي تقدم المساعدات الإنسانية وتندد بالانتهاكات المؤسسية بأنها عميلة (5 مرات)، مع اعتبار هذا التدخل تهديدًا للأمن القومي (مرتين).

يتعمق هذا التحليل فيما وراء السطح، ويكشف عن تعقيدات خطاب الكراهية والروايات التمييزية. انعكست أنماط المستندات هذه في الفضاء الرقمي في الفضاء المادي حيث تم إطلاق العديد من الحملات ضد فئة اجتماعية معينة في الشبكات الاجتماعية جنبًا إلى جنب مع أعمال العنف والجرائم.

بين جويلية وأكتوبر 2023، وثق مرصد الحق في الاختلاف بدقة ما مجموعه 86 حالة من حالات التمييز القائم على الكراهية شبكات التواصل الاجتماعي. استهدف هذا الاتجاه المقلق العرق والجنسية في المقام الأول، حيث شكل 66.6 ٪ من المشاركات المتعقبة. وشكل التمييز على أساس الدين 3.3 ٪، في حين أن الأشكال الأخرى من التحيز كانت موجهة إلى الهوية الجندرية، والحقوق الفردية، والنزعات الإقليمية، واللغة، وأكثر من ذلك. وضمن هذا المشهد الرقمي، فإن انتشار المنشورات والرسائل والتعليقات الباعثة على الكراهية أمر مثير للقلق. حيث شهدت الفترة المعنية تركيزًا واضحًا بشكل خاص على العرق والجنسية، متأثرًا بشكل خاص بالأزمة الإنسانية التي تشمل المهاجرين من جنوب الصحراء الكبرى في تونس. أدى الخطاب الوطني، الذي يقوده رئيس الدولة، إلى إدامة الروايات التمييزية ضد هذه الفئة الضعيفة، مما عزز بيئة معادية عبر الإنترنت. تحملت المجتمعات المهمشة، وخاصة المهاجرين وطالبي اللجوء، وطأة هذا العداء عبر الإنترنت. وتؤكد الطبيعة العشوائية لهذه الأفعال، بغض النظر عن العمر أو مكان الإقامة، التأثير المتفشي على الأفراد والمجتمعات. يتعمق التحليل في الطبيعة الخبيثة للكراهية على الشبكات الاجتماعية، ويسلط الضوء على تقاطعها وقدرتها على تقويض الحقوق والحريات الأساسية.

برز فيسبوك كمنصة أساسية لنشر خطاب الكراهية، مع 54 حالة موثقة مرتبطة بهذه المنصة من خلال التعليقات (44 حالة) والمنشورات (25 حالة). والمثير للدهشة أن تويتر (3 حالات) وتيك توك (18 حالة) ظهرت أيضًا على رادار المرصد لتوثيق خطاب الكراهية، مما يوضح الانتشار الواسع عبر مختلف منصات وسائل التواصل الاجتماعي.

08

تحليل بيانات التمييز /

خطاب الكراهية على
شبكات التواصل
الاجتماعي

علاوة على ذلك، فإن التهديد بالتجريم على أساس الهوية الجنسية والتعبير عنها، بسبب اتجاهات التنميط بين أجهزة إنفاذ القانون، يضيف طبقة أخرى من التعقيد إلى هذه القضية. في الواقع، يجرم الفصل 230 من المجلة الجزائية التونسية الأفعال الجنسية بين شخصين بالغين بالتراضي من نفس الجنس، مع عقوبة تصل إلى السجن لمدة ثلاث سنوات. تم استخدام هذا الحكم القانوني لتبرير القمع الحكومي لمجتمع المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي ومغيري الهوية الجنسانية وأصحاب الميول الجنسية المغايرة (LGBTQI++) وتم الإبلاغ عن اعتقال أفراد واخضاعهم لفحوص شرجية بموجب هذا القانون. في هذا السياق، اقتصرت الخدمات التي قدمها المرصد على الدعم النفسي وخدمات الاستماع فقط.

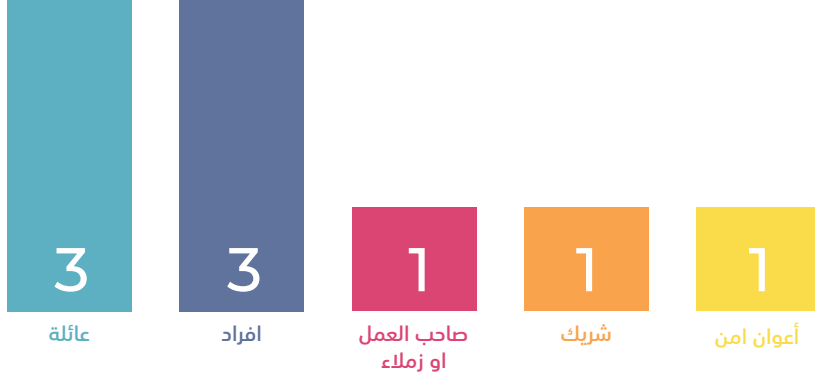
شهود عيان :

على الرغم من أن 5 من الحالات الموثقة تفيد بأن الشهود كانوا حاضرين عندما واجهوا التمييز. ومع ذلك، فإنهم يعتبرون أنه لا يوجد شهود على استعداد للإدلاء بشهادتهم

المتابعة القضائية :

من بين الحالات التسع المبلغ عنها، لم يقدم أي من هؤلاء الأشخاص شكوى بالفعل و/أو لن يفكر حتى في تقديم شكوى. بالإضافة إلى ذلك، لم يوافق أي منهم على أن المرصد اواي منظمة أخرى (أو أي هيكل آخر) يجب أن يشرع في الاجراءات القانونية المتعلقة بقضاياهم.

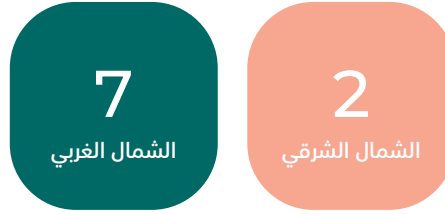
غالبًا ما يؤدي الخوف من التعرض للظهور أو مواجهة المزيد من المضايقات أو التعرض للانتقام أو تعطيل حياتهم الشخصية والمهنية إلى ثني الأفراد داخل مجتمع المثليات والمثليين ومزدوجي الميل الجنسي ومغيري الهوية الجنسانية وأصحاب الميول الجنسية المغايرة عن الإبلاغ عن حالات التمييز. و يتفاقم هذا التخوف بسبب انعدام الثقة في المؤسسات والسلطات، التي غالباً ما يُنظر إليها على أنها متحيزة. والاعتقاد بأن شكواهم لن تؤخذ على محمل الجد أو أن العدالة لن تتحقق يمكن أن يردع الأفراد عن التقدم بشكواهم.



استمرارية التمييز :

يعتقد 2 من كل 9 مجيبين أنهم يعتقدون أنهم عانوا من تمييز سابقة قائمة على الميل الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية. بالإضافة إلى ذلك، ذكر 4 من المجيبين أن التمييز مستمر بمرور الوقت.

المناطق التي تم فيها إعداد التقارير هي كما يلي:



مرتكب التمييز :

أفراد الأسرة وصاحب العمل أو الزملاء هم أكثر مرتكبي التمييز في 6 حالات. كانوا مسؤولين عن الإساءة اللفظية والجسدية وتم طرد الضحايا من المنزل وتهديدتهم بالخروج بالقوة. يمثل ضباط الشرطة حالة واحدة بالإضافة إلى الشركاء الحاليين أو الشركاء السابقين إلى جانب أفراد غير معروفين بنسبة 11.1% من حالات التمييز الموثقة.

وقد لوحظ أن الأفراد المثليين هم الأكثر تأثراً بالتمييز على أساس الميول الجنسية والهوية الجندرية و مع 66.7 ٪ من الحالات. بالإضافة إلى 11.1 ٪ من النساء و 11.1 ٪ من ثنائيي الجنس.

تقاطع أوجه التمييز :

من بين 166 حالة من حالات التمييز القائم على الميل الجنسي والهوية والتعبير الجندري المبلغ عنها، كان 16 شخصاً أيضاً ضحايا لشكل ثانٍ من أشكال التمييز. تضمنت 5 من هذه الحوادث الـ 16 التمييز في التقاطع مع التعايش فيروس نقص المناعة البشرية (5 حالات) و الهوية الجندرية (5 حالات) والانتماء العرقي (حالتان) والدين (حالتان). كما كانت هناك حالات تمييز على أساس العرق والإعاقة.

التوزيع الإقليمي :

22.2 ٪ من الحالات المبلغ عنها كانت في الشمال الشرقي (تونس الكبرى وبنزرت) مع حالتين، تليها 7 حالات في الشمال الغربي (الكاف وسليانة وباجة). لم يتلق أي من الأقطاب الأخرى و/أو وثقت التمييز على أساس الميل الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية.

بين جويلية 2023 وأكتوبر 2023، سجل مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف في تونس ما مجموعه 9 حالات تمييز على أساس الميل الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية (SOGIESC).

تضمنت الغالبية العظمى من هذه الحالات التمييز على أساس التعبيرات الجنسية والحريات الفردية. وهذا يسلط الضوء على الحواجز الكبيرة التي يواجهها الأفراد الذين تحيد تعبيراتهم الجنسية عن المعايير المجتمعية. من المهم ملاحظة أن أشكالاً معينة من التمييز على أساس التوجه الجنسي والهوية الجندرية والتعبير عنها والخصائص الجنسية تشكل أيضاً عنفاً على أساس الجندر، والعكس صحيح. ويزيد هذا التقاطع من تعقيد القضية ويؤكد الحاجة إلى اتباع نهج دقيق وشامل لمعالجة التمييز.



الهوية الجندرية للضحايا :

يكون التوزيع حسب جنس الشخص المذكور أو المفترض على النحو التالي:

07

تحليل بيانات التمييز على أساس
الميل الجنسي والهوية
الجنسانية والتعبير الجندري
والخصائص الجنسية

التبعات القانونية :

من بين 40 حالة تم الإبلاغ عنها، قدم شخص واحد فقط بالفعل شكوى ضد أحد أفراد الأسرة ثم سحبها. كان أساس الدعوى هو التحرش والإساءة اللفظية. لم يفضل أي من الأشخاص المعرضين للإعاقة القائمة على التمييز رفع القضايا التي تعرضوا لها إلى المحاكم ولم يوافق أي من المستجيبين على أن المرصد (أو أي منظمة أخرى) يجب أن يشرع في الاجراءات القانونية المتعلقة بقضاياهم.

تمتد تداعيات التمييز على الأفراد ذوي الإعاقة إلى ما هو أبعد مما يمكن ملاحظته، حيث تتعمق في عوالم التأثير العاطفي والنفسي. وغالبا ما ينبع الامتناع عن الإبلاغ عن مثل هذه الحالات من الانزعاج أو الخوف العميق المرتبط بإعادة النظر في الحادث المؤلم.

يعتقد الأفراد ذوو الإعاقة أن الإبلاغ عن التمييز يؤدي إلى الحد الأدنى من التغيير الجوهري أو يفشل في تحقيق التعويض المناسب. وقد تؤدي ملاحظة الحالات التي أعرب فيها الآخرون عن مخاوف تتعلق بالتمييز دون أن يشهدوا نتائج ملموسة إلى إحباط واسع النطاق، مما يثنيهم في النهاية عن اتباع سبل التتبع الرسمية.

اقتصرت الخدمات التي يقدمها المرصد على المساعدة الاجتماعية وخدمة الاستماع والدعم النفسي اما عن جانب المساعدة القانونية فقد اقتصرت على الاستشارات.

تاريخ واستمرارية التمييز :

من بين المجموعة المكونة من 40 فردًا، يظهر اكتشاف مفاجئ حيث يعبر 23 فردًا عن اعتقادهم بأنهم لم يواجهوا حالات سابقة من التمييز القائم على الإعاقة. ومع ذلك، عند الخوض في الحالات الموثقة، يكشف واقع مؤثر، حيث يعترف 13 منهم بالطبيعة المستمرة للتمييز الذي يواجهونه.

بالنسبة لمجموعة فرعية متميزة من 12 مجيبًا، يكشف سرد دقيق، حيث يسردون تجارب التمييز في الماضي التي تستمر بطريقة مستمرة ومؤلمة. يضيف هذا الكشف طبقة من التعقيد إلى سردهم للقصص، مما يؤكد التأثير الدائم للتمييز على حياتهم.

شهود العيان :

أفاد 33.3 من المجيبين أن الشهود كانوا حاضرين عندما واجهوا التمييز. ومع ذلك، وفقًا لهم، لن يكون أي من الشهود على استعداد للإدلاء بشهادته إذا انتهى الأمر في المحكمة.

ضمن الإطار المهني، شابت 10.3 ٪ من الحوادث الموثقة مكان العمل، مما يؤكد على التحديات المستمرة التي يواجهها الأفراد ذوو الإعاقة أثناء تنقلهم في هياكل التوظيف. ظهرت طبقة دقيقة حيث تحققت حالتان ليس فقط في أماكن العمل ولكن أيضاً في المؤسسات التعليمية، مما يؤكد على التأثير متعدد الأوجه على السعي وراء التعليم والتطلعات المهنية.

لا تكشف هذه الإحصاءات عن المواقع التي يكشف فيها التمييز فحسب، بل تشير أيضاً إلى فحص عميق للمساحات المجتمعية. تصبح المناطق العامة، المصممة ظاهرياً للجميع، ساحات تستمر فيها الممارسات التمييزية. يسلط التجاور بين مكان العمل والبيئات التعليمية الضوء على تقاطع التحديات التي يواجهها الأفراد ذوو الإعاقة في سعيهم لتحقيق الإنجاز المهني والأكاديمي.



2	سائق سيارة أجرة	13	المؤسسات العمومية
2	منظمة غير حكومية	5	افراد
2	زملاء	5	عائلة
1	مالك المنزل	3	صاحب العمل
1	شريك	2	أعوان امن

مكان التمييز:

تم الكشف عن 59 ٪ من الحالات الموثقة في المجال العام، مما يسלט الضوء على الطبيعة المتفشية للتمييز القائم على الإعاقة في الأماكن التي من المفترض أن تكون شاملة ويمكن الوصول إليها. في تناقض صارخ، ظهرت 8 حالات بشكل سري في أماكن خاصة، مما سلط الضوء على المدى الخبيث للتمييز حتى في المجالات الشخصية الظاهرية التي كان فيها كل ما سبق تمييزًا شمل الإساءة اللفظية والاقتصادية.

مرتكب التمييز :

في 36.1 ٪ من الحالات المبلغ عنها، برزت المؤسسات العمومية مرتكبة للتمييز القائم على الإعاقة، بما في ذلك 13 حادثة مؤلمة. ظهر اتجاه محبط حيث تُسبب 5 حالات إلى أفراد الأسرة، مما يكشف عن حالات حرمت فيها النساء ذوات الإعاقة ظلماً من الضروريات الأساسية.

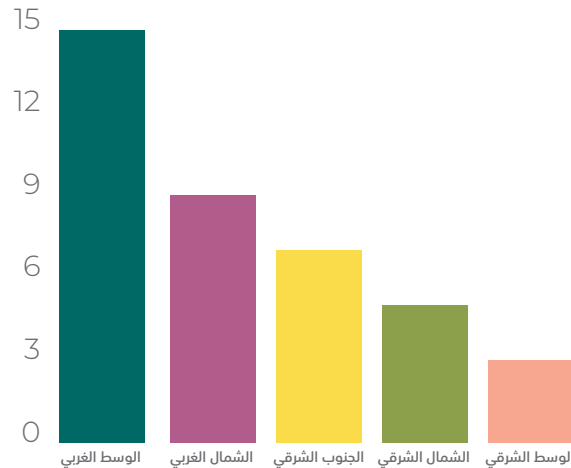
ضمن نطاق أماكن العمل، ظهرت بيانات مقلقة مع 3 حالات مرتبطة مباشرة بأصحاب العمل، وغالبًا ما تنطوي على تسريح قسري أو حجب الرواتب. بالإضافة إلى ذلك، كشف مستجيبين عن تعرضهما للتمييز على أيدي زملائهما، مما سلط الضوء على التحديات التي تواجهها المجالات المهنية. ساهمت الجهات الفاعلة الفردية، المسؤولة عن 13.9 ٪ من الحالات الموثقة، في أعمال التمييز المعقدة متعددة الأوجه.

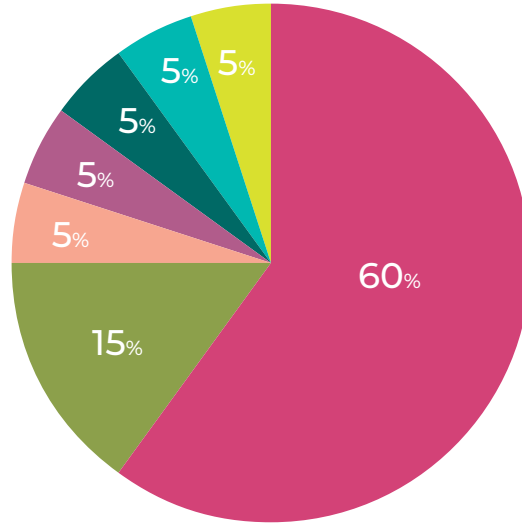
ما أثار الاستهجان هو مشاركة المنظمات غير الحكومية كجناة في 5.6 ٪ من الحالات، حيث لم تشارك في التمييز على أساس الإعاقة فحسب، بل لجأت أيضًا إلى الإساءة اللفظية. يدعو هذا الكشف غير المتوقع إلى إجراء فحص نقدي لأدوار ومسؤوليات المنظمات التي تهدف إلى مناصرة الحقوق.

ومن المدهش أن الشركاء لعبوا دورًا في 2.8 ٪ من الحالات، مما ساهم في الإحصاء المؤسف للتمييز ضد الأفراد ذوي الإعاقة. أكد سائقو إنفاذ القانون وسيارات الأجرة، كل منهم مسؤول عن 5 حالات، على الطبيعة الواسعة النطاق للتمييز داخل هذه الفئات.

التوزيع الإقليمي :

على الرغم من أن جميع حالات التمييز الموثقة حدثت في الفضاء المادي، إلا أن 38.5 ٪ من الحالات المبلغ عنها كانت في الوسط الغربي (القيروان - القصرين - سيدي بوزيد) مع 15 حالة. يليها الشمال الغربي (الكاف وسليانة وباجة) بـ 9 حالات. بالإضافة إلى الجنوب الشرقي (تطاوين ومدنين وقابس) مع 7 حالات تشكل 17.9 ٪ من الحوادث الموثقة، توجد 5 حالات في الشمال الشرقي (تونس الكبرى وبنزرت) . ومع ذلك، تم الإبلاغ عن 3 حالات فقط في الشرق الأوسط (صفاقس والمنستير وسوسة) بنسبة 17.9 ٪.





لون البشرة و الجنسية

الانتماء الاثني

حالات الاخرى

حرية استخدام المسكن

حرية التنقل

التعايش مع فيروس نقص المناعة

الدين

تقاطع التمييز :

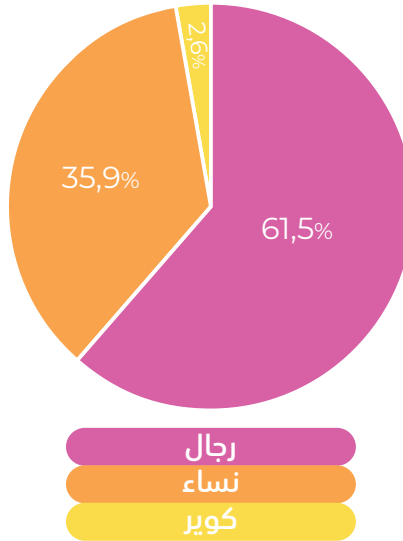
في نطاق التمييز القائم على الإعاقة، يظهر سرد مؤثر من الحالات الـ 39 المبلغ عنها، مما يكشف عن حقيقة مقلقة حيث يتحمل 32 فردًا وطأة العبء المزدوج - الضحايا ليس فقط من التمييز القائم على الإعاقة ولكن أيضًا متورطين في شكل ثانٍ من التحيز.

ضمن هذه الشبكة المعقدة من التمييز، تبرز 12 حالة بشكل صارخ، حيث يتشابك التمييز القائم على الإعاقة مع المناظر الطبيعية الصعبة للون البشرة والجنسية. يؤكد هذا التقاطع على التحديات المعقدة التي يواجهها الأفراد الذين يتعاملون مع تقارب أشكال متعددة من التحيز، مما يزيد من تأثير التمييز على حياتهم.

كما تكشف البيانات عن خيوط إضافية من التمييز، وتسلط الضوء على حالات التحيز على أساس العرق (3 حالات)، وحالة فيروس نقص المناعة البشرية (حالة واحدة)، والدين (حالة واحدة). يمثل كل من هذه الحوادث جانبًا فريدًا من النضالات متعددة الأوجه التي يعاني منها الأفراد، مما يعرض تنوع القوى التمييزية في اللعب. لا يتعمق هذا التحليل الدقيق في الإحصاءات الأولية فحسب، بل يكشف النقاب عن نسيج من التجارب البشرية. ويلفت الانتباه إلى تعقيدات التقاطع، حيث يتصارع الأفراد ليس مع شكل واحد من أشكال التمييز ولكن مع الوزن المركب للتحيزات المتعددة.

الهوية الجندرية والعمر :

يكون التوزيع حسب جنس الشخص المذكور أو المفترض على النحو التالي:



و لوحظ أن العمر يتراوح بين 3 سنوات إلى 13 سنة لفئة القصر التي تمثل 10.2 % من الحالات، وبالنسبة للبالغين (89.8 %) تتراوح بين 25 و 45.

بين جويلية 2023 وأكتوبر 2023، سجل مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف ما مجموعه 40 حالة تمييز على أساس الإعاقة داخل تونس. توفر هذه البيانات لقطة واقعية وصورة صارخة لعدد لا يحصى من التحديات التي يواجهها الأفراد ذوو الإعاقة في البلاد.

تضمنت غالبية هذه الحالات التمييز على أساس الإعاقة الحركية، وهو ما يمثل 19.4 ٪ من الحوادث المبلغ عنها. وهذا يسلط الضوء على العوائق الكبيرة التي يواجهها الأفراد ذوو الإعاقة الحركية في الوصول إلى تكافؤ الفرص والحقوق أو حتى المباني العمومية. وشكل التمييز على أساس أنواع أخرى من الإعاقات 4.8 ٪ من الحالات كانت على أساس الإعاقة السمعية و 1.6 ٪ من الحوادث المبلغ عنها كانت على أساس الإعاقة البصرية. من المحتمل أن تشمل هذه الفئة مجموعة من الإعاقات، ولكل منها تحدياتها وأشكالها الفريدة من التمييز. على الرغم من الإطار القانوني الشامل في تونس، تشير هذه الأرقام إلى أن القوانين لا يتم تنفيذها أو إنفاذها دائماً بشكل فعال. علاوة على ذلك، لا يزال الأشخاص ذوو الإعاقة في تونس يواجهون تحديات كبيرة، مثل نقص التعليم، وارتفاع معدل الرسوب، وانخفاض مستويات الاندماج المهني، وارتفاع مستويات الفقر. تواجه النساء ذوات الإعاقة صعوبات إضافية بسبب العبء المزدوج للتحيز الجنسي والجنسدي.

ما قد يُنظر إليه على أنه روتيني أو غير إشكالي من قبل أولئك الذين لا يعانون من إعاقات يمكن أن يشكل مضاعفات كبيرة للأفراد ذوي الإعاقة. قد تصبح المهام البسيطة التي يعتبرها الآخرون أمراً مفروغاً منه عقبات هائلة. يؤكد هذا الانقسام على أهمية الاعتراف بالمعايير المجتمعية التي تساهم عن غير قصد في التمييز الذي يواجهه الأفراد ذوو الإعاقة وتفكيكها. و تؤكد هذه البيانات الحاجة الملحة إلى سياسات وتدخلات شاملة تهدف إلى تعزيز المساواة واحترام الجميع، بغض النظر عن إعاقة الفرد. إن مكافحة التمييز مسؤولية جماعية، ويجب بذل كل جهد ممكن لضمان معاملة جميع المواطنين بكرامة واحترام.

06

تحليل بيانات التمييز القائم على
حمل الإعاقة

قد ينبع هذا التردد من التحديات المتصورة المرتبطة بالإجراءات القانونية وهي عملية تتطلب الوقت والجهد والمهمة المعقدة المتمثلة في جمع الأدلة وحضور جلسات الاستماع والتنقل في رحلة قانونية يحتمل أن تكون طويلة. بالنسبة للكثيرين، يمكن أن تكون هذه التحديات ساحقة، خاصة مع عدم وجود شهود. بالإضافة إلى ذلك، يبدو أن هناك مخاوف من أن مخاوفهم قد لا تؤخذ على محمل الجد داخل النظام القانوني. وهذا يؤكد على قضية أعمق حيث قد يشعر الأفراد من هذه المجموعات الصامتة المحددة بالحرمان أو التشكك في فعالية القنوات القانونية في معالجة تجاربهم الخاصة من التمييز. تثير هذه النتائج أسئلة مؤثرة حول إمكانية الوصول إلى السبل القانونية وفعاليتها لأولئك الذين يواجهون التمييز على أساس العرق أو المنطقة. تستدعي التعقيدات المحيطة بهذه القرارات استكشافًا دقيقًا، مع الأخذ في الاعتبار السياق الاجتماعي والثقافي الأوسع والحاجة إلى آليات أكثر شمولًا وداعمة لمعالجة مثل هذه المظالم.

تاريخ واستمرارية التمييز :

لا يعتقد جميع الذين تمت مقابلتهم تقريباً (5 من أصل 6) أنهم عانوا من تمييز سابق قائم على المنطقة الجغرافية أو الانتماء الإثني. واحد منهم فقط يعتبر أن التمييز لا يزال مستمراً لأن الجاني هو صاحب العمل.

شهود العيان :

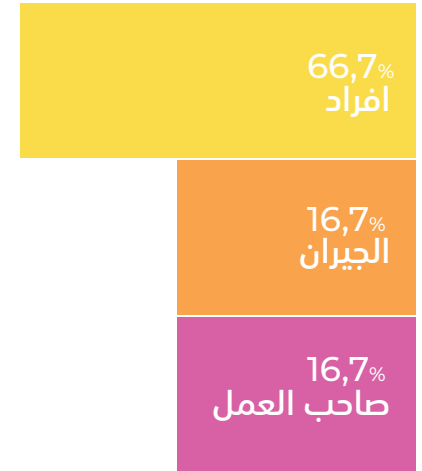
أفاد 5 مجيبين (83.3%) أنه لم يشهد أحد التمييز الذي تعرضوا له. وبالتالي، لن يكون هناك أحد ليشهد على الانتهاكات التي تمت مواجهتها.

التتبع القضائي :

من بين الحالات الست الموثقة، لم يختر أي من الأفراد متابعة الإجراءات القانونية أو تقديم شكوى، وهناك إجماع بين الذين تمت مقابلتهم على أن المرصد أو أي كيان آخر ذي صلة يجب ألا يشرع في إجراءات قانونية نيابة عنهم. اقتصرت الخدمة التي تقدمها المرصد على خدمة الاستماع فقط .
تكشف هذه الإحصاءات عن اتجاه جدير بالملاحظة، مما يشير إلى إجماع الأفراد الذين عانوا من التمييز العرقي أو الإقليمي عن الانخراط في الإجراءات القانونية.

مرتكب التمييز :

من بين حالات التمييز المبلغ عنها بين جويلية 2023 وأكتوبر 2023، ارتكبت 4 حالات من قبل أفراد، بينما ارتكبت حالتان أخريان، واحدة من قبل صاحب العمل والأخرى من قبل الجيران.



التوزيع الجغرافي :

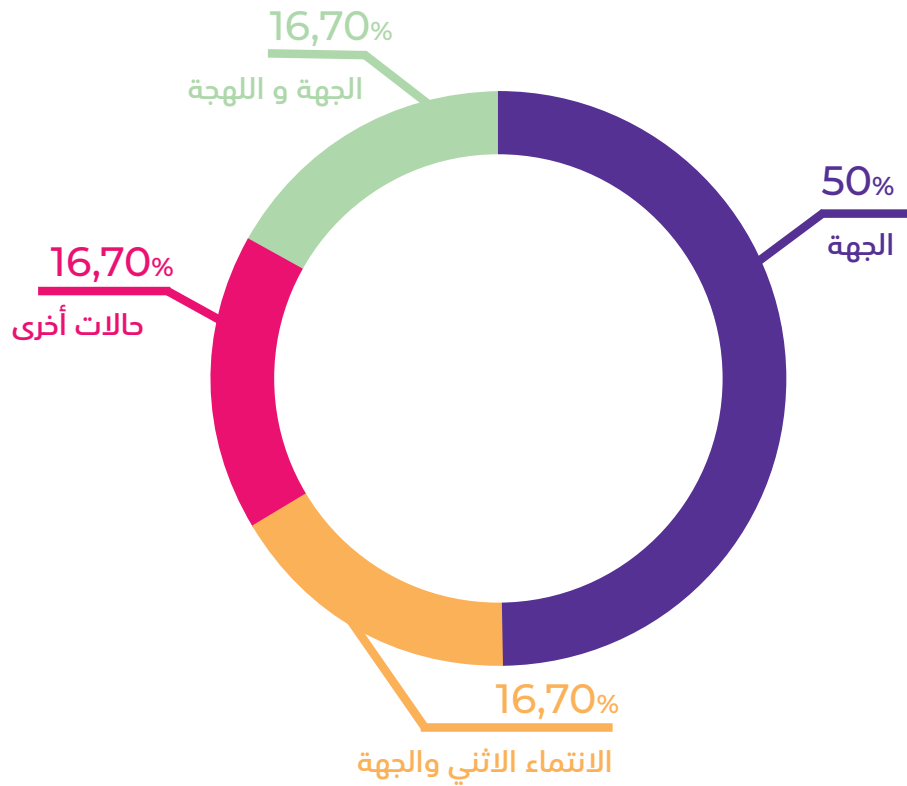
66.7 % من الحالات المبلغ عنها كانت في منطقة الشمال الغربي (الكاف وسليانة وباجة) و 33.3 % من الحالات كانت في الجنوب الشرقي (تطاوين ومدنين وقابس) المناطق التي تم فيها الإبلاغ على النحو التالي:



الهوية الجندرية :

التوزيع حسب جنس الشخص، المذكور أو المفترض، هو كما يلي ينتمي إلى فئة عمرية من 25 إلى 38 سنة :





في الفترة الممتدة من جويلية إلى أكتوبر 2023، سجل مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف ما مجموعه ست حالات تمييز على أساس المنطقة و/أو العرق داخل تونس. تقدم هذه الأحداث، التي تتجلى حصرياً في المساحات المادية، لمحة مقلقة عن الانقسامات المجتمعية المستمرة داخل الأمة.

ومن بين هذه الحالات الست، تم تحديد أربع حالات على أنها حالات تمييز إقليمي، وهو تذكير صارخ بالتفاوتات الجغرافية التي لا تزال قائمة. ونُسبت إحدى الحالات إلى التمييز العرقي، مما يسלט الضوء على التحديات التي تواجهها الأقليات العرقية داخل البلد. وجدير بالذكر أن أربع حالات تنطوي على تمييز إقليمي وعرقي، مما يشير إلى تفاعل معقد بين هذين العاملين.

تناولت إحدى الحالات البارزة على وجه التحديد استخدام لهجة و / أو لهجة إقليمية معينة، مما يؤكد على الطرق الدقيقة والمؤثرة التي يمكن أن يظهر بها التمييز. وبالتالي، فإن هذه الحالة بمثابة تذكير مؤثر بضرورة احترام التنوع اللغوي وتقديره داخل البلد.

تقدم هذه البيانات، على الرغم من محدوديتها، رؤى قيمة حول طبيعة ومدى التمييز داخل تونس. ويؤكد على الحاجة الملحة إلى سياسات وتدخلات شاملة تهدف إلى تعزيز المساواة واحترام الاختلاف، بغض النظر عن المنطقة أو العرق. إن مكافحة التمييز هي مسؤولية جماعية وقضية تتطلب مشاريع مشتركة وكل جهد بين الجهات الفاعلة في المجتمع لضمان معاملة جميع المواطنين والأفراد بكرامة واحترام.

05

تحليل بيانات التمييز على أساس
المنطقة الجغرافية
و/أو العرق

وهذا يضع التحدي في سياقه، ويكشف عن قضية منتشرة تتجاوز المجالين الخاص والمهني. الجانب الإنساني لهذه الأرقام أمر بالغ الأهمية، مما يؤكد الحاجة إلى هياكل دعم متعاطفة، كما يتضح من توفير خدمات الاستماع والدعم النفسي لأولئك الذين يختارون عدم متابعة الإجراءات القانونية. يتطلب تعقيد هذا الوضع نهجًا متعدد الأوجه، يتناول كل من الأطر القانونية ومبادرات التوعية لتعزيز بيئة أكثر دعمًا واستنارة لضحايا التمييز القائم على النوع الاجتماعي.

التبع القضائي :

من بين 92 حالة موثقة، اتخذ 7 أفراد فقط خطوة تقديم شكوى، وبشكل مخيب للآمال، يرغب أحدهم في سحب القضية. ومن اللافت للنظر أن هؤلاء الأفراد السبعة يمثلون 6.44% فقط من ضحايا العنف اللفظي، مع الإبلاغ عن 5 حالات. من بين هذه المجموعة الصغيرة، تعرض اثنان للإيذاء الجسدي، وتعرض اثنان آخرا للإيذاء الاقتصادي. 99.93% من هؤلاء الضحايا على دراية بالمعتدين عليهم، مما يعكس الطبيعة الشخصية العميقة للعنف الذي تعرضوا له.

ومع ذلك، فإن 71.76% من الضحايا يعربون عن عدم رغبتهم في اتخاذ إجراءات قانونية ضد مرتكبيهم. من بين هؤلاء الأفراد، تم تقديم خدمات الاستماع والدعم النفسي لـ 54 شخصًا من قبل المرصد أو هيكل داعم آخر. تدفع هذه الشبكة المعقدة من الإحصاءات إلى التفكير في التفسيرات المحتملة. أحد خطوط التفكير هو أن ضحايا التمييز القائم على النوع الاجتماعي قد يفتقرون إلى الثقة في قدرة النظام القانوني على حماية حقوقهم. وبدلاً من ذلك، فإنه يثير احتمال أن يكون بعض الضحايا غير مدركين أن هذا التمييز محظور قانونًا.

بالتعمق أكثر، من الضروري ملاحظة أن عددًا كبيرًا من هذه الحوادث التمييزية تكشف في الأماكن العامة والمستشفيات والمقاهي والحانات والمطاعم، وكذلك داخل أماكن العمل.

شهود العيان :

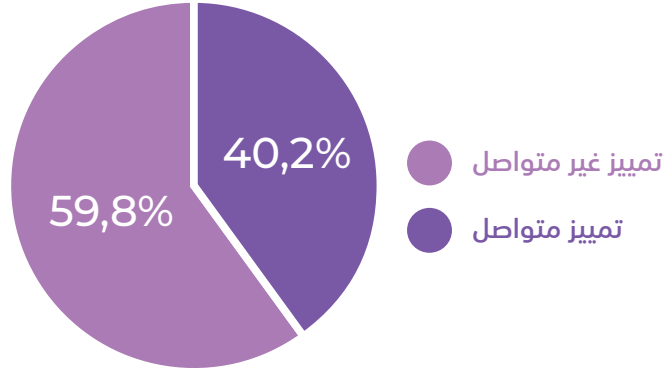
في عملية التوثيق، روى 52 ضحية، يشكلون 47.84 ٪، حالات كان فيها الشهود حاضرين أثناء تعرضهم للتمييز. تؤكد هذه الإحصائية الفرضية الشاملة بأن التمييز القائم على الجندر منتشر، ويحدث بشكل روتيني في النسيج المعقد لكل من المجالين الخاص والعام. على الرغم من هذا الانتشار، أعرب 25 فقط من أصل 52 مجيباً عن اعتقادهم بأن هؤلاء الشهود سيكونون على استعداد للإدلاء بشهاداتهم نيابة عنهم. تثير هذه الرؤية المثيرة للفضول تساؤلات حول الديناميكيات المعقدة المحيطة باستعداد المارة لمعالجة حالات التمييز ومواجهتها بفعالية.

إضافة إلى عمق هذا السرد، من الجدير بالذكر أن عددًا كبيرًا من هذه الحوادث التمييزية تكشف في الأماكن العامة، مثل المستشفيات والمقاهي والحانات والمطاعم، وكذلك داخل بيئات مكان العمل. وهذا يؤكد الحقيقة المقلقة المتمثلة في أن التمييز القائم على النوع الاجتماعي يتخلل نسيج حياتنا اليومية، متجاوزًا البيئات المختلفة حيث يجب أن يشعر الأفراد بشكل مثالي بالأمان والاحترام.

و يكشف تجاور التواتر العالي للتمييز مع الثقة المحدودة في شهادة الشهود عن تحدٍ دقيق في معالجة هذه القضايا. إنه يحفز على التفكير في المعايير والتوقعات المجتمعية التي تشجع أو تثبط التدخل النشط. تتطلب الطبيعة المعقدة لهذه الديناميكيات استكشافًا أكثر عمقًا للعوامل التي تؤثر على استجابات المتفرجين والآثار الأوسع لتعزيز ثقافة المساءلة والدعم في مواجهة التمييز القائم على النوع الاجتماعي.

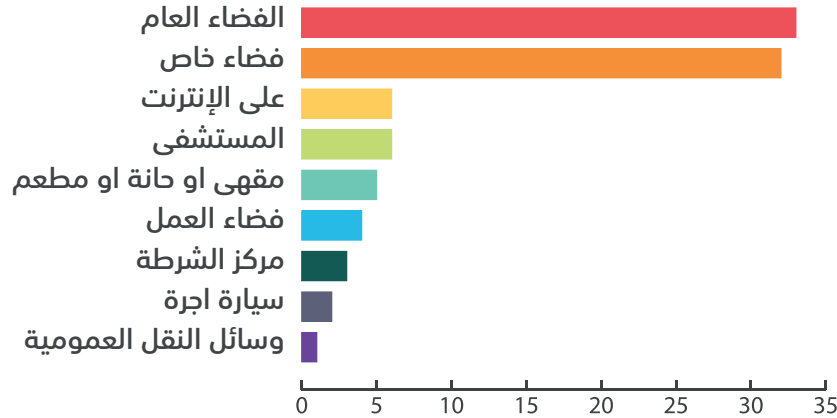
تاريخ واستمرارية التمييز :

يؤكد 43 من أصل 92 فردًا شملهم التوثيق أنهم تعرضوا سابقًا للتمييز القائم على الهوية الجندرية والذي يشكل جزءًا كبيرًا. بالنسبة للأفراد الـ 37 الآخرين، وفقًا لهم، لا يزال التمييز الموثق مستمرًا ولا يزال مستمرًا مما يؤكد الطبيعة المنهجية والدائمة للتمييز القائم على الجندر.



ترسم هذه البيانات صورة قاتمة، تسلط الضوء على الحاجة الملحة إلى استراتيجيات شاملة لمكافحة التمييز بجميع أشكاله ومواقعه.

في الشبكة الدقيقة من التحيز والتمييز، يكمن الجوهر في التشابك المعقد للحدود المتحيزة، مما يحدد سردًا مؤلمًا لعدم المساواة و سوء المعاملة والظلم.



مكان التمييز :

في نسيج التمييز المعقد، يتم نسج خيوط المكان ومرتكبه معًا بشكل لا ينفصل. حيث تكشف البيانات عن نمط مقلق: المساحات الخاصة مثل المنازل هي مكان مخصص للسلامة والأمان، وغالبًا ما تصبح موقعا للتمييز، حيث يلعب أفراد الأسرة والشركاء الدور المؤسف للخصم. في 32 حالة مذهلة من أصل 92 حالة، شهدت المساحات الخاصة مثل هذه الأعمال الضارة التي تمثل 29.44 ٪ من الحالات.

الأماكن العامة، أيضًا، ليست محصنة. تم تنظيم نصف الحوادث التمييزية التي تحدث في الأماكن العامة من قبل المؤسسات العمومية، وهو تذكير واقعي بالطبيعة المنهجية لهذه القضية. وتورط أفراد مجهولون وجيران وزملاء وأحيانًا أفراد من العائلات أيضًا في 33 حالة من حالات التمييز، وتراوحت أفعالهم من العنف المنزلي إلى الإساءة اللفظية والتحرش والإيذاء الجسدي والنفسي. ومعظم الضحايا من النساء بلغ عددهن 15 حالة، و 5 حالات ضد العابرات جنسيًا، و 10 حالات ضد الرجال، وحالتان ضد العابرين جنسيًا، وحالة واحدة ضد فرد مثلي.

يعكس مكان العمل، وهو صورة مصغرة للمجتمع، هذه الممارسات التمييزية. أبلغت النساء عن 4 حالات من التمييز القائم على الجندر، وكان زملاء العمل هم الجناة في 4 من هذه الحالات. كما أن مجال المستشفيات غير مستثنى، حيث تم توثيق 6 حالات موثقة تنطوي على إساءة لفظية.

إن دور أجهزة إنفاذ القانون والمؤسسات العامة في هذه السردية مثير للقلق بشكل خاص. نظرًا لأن بعض الحالات المسجلة كشفت عن حدوث 3 حالات من التمييز بين ضباط الشرطة داخل حدود مركز الشرطة، فإن الحوادث المتبقية، المنتشرة عبر المواقع العامة والخاصة، تؤكد على الطبيعة المتفشية والمنهجية للتمييز.

مرتكب التمييز :

ومن بين حالات التمييز المسجلة بعناية خلال الفترة الممتدة من 35 حالة، أي ما يقرب من الثلث، حدثت على أيدي أفراد. الأمر المقلق بشكل خاص هو عدم الكشف عن هوية معظم هؤلاء الأفراد، مما يرسم صورة أوسع لبيئة تبدو مواتية لاستهداف الأقليات مع الإفلات التام من العقاب. احتلت الأسر، التي تحتل دورًا محوريًا في ديناميكيات السلطة العائلية والعلاقات الاجتماعية، المرتبة الثانية كمرتكبي للتمييز، مما ساهم في 15 حالة. كانت هناك 11 حالة مسجلة كان فيها الشركاء الحاليون أو السابقون مذنبين. فيما يتعلق بالتمييز القائم على أساس الهوية الجندرية، ظهر ثلاثة مشاركين رئيسيين بما في ذلك أصحاب العمل (3 حالات)، والمؤسسات العمومية (3 حالات)، واعوان الامن (6 حالات). بالإضافة إلى ذلك، شكل الجيران أو حرفاء ممتهني. نات الجنس مجموعة مهمة تتكون من حوالي ثلاثة أشخاص. في جوهرها، ارتكب 29.05 % من هذه الأعمال التمييزية من قبل معارفهم، بما في ذلك الزملاء والجيران والعملاء وما شابه ذلك. ومن اللافت للنظر أن نسبة مذهلة بلغت 70.95 % ارتكبتها أفراد غير معروفين للضحايا، وغرباء تمامًا يضحون الواقع المقلق للتمييز من الغرباء.



افراد 35

الأسرة 15

شريك او شريك سابق 11

أعوان امن 6

صاحب العمل 3

حريف ممتهني، ات الجنس 3

مؤسسة عمومية 3

Internauts 2

آخرون 2

الزملاء 2

Neighbors 1

صاحب المنزل 1

سائق سيارة اجرة 1

التوزيع حسب الجهة الجغرافية :

ظهرت حصة سائدة من الحالات الموثقة، حوالي 50 ٪، في المنطقة الجنوبية الشرقية، وتحديدًا في تطاوين ومدنين وقابس، وبلغ مجموعها 43 حالة. علاوة على ذلك، تم تسجيل 31 حالة في الشمال الشرقي، تشمل تونس الكبرى وبنزرت. وشكلت المنطقة الشمالية الغربية، التي تمتد على الكاف وسليانة وباجة، 16 حالة موثقة. بالإضافة إلى ذلك، تم تسجيل حالتين في المنطقة الوسطى الشرقية، تشمل صفاقس والمنستير وسوسة. ويحدد التوزيع الجغرافي لهذه التقارير على النحو التالي:

46,7% الجنوب الشرقي

33,7% الشمال الشرقي

17,4% الشمال الغربي

2,2% الوسط الشرقي

تقاطع اشكال التمييز :

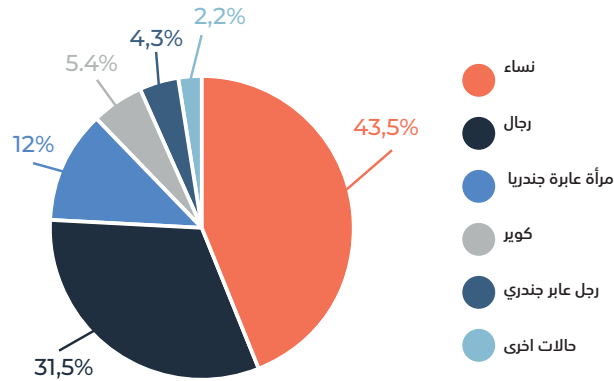
من بين 92 حالة تمييز على أساس الجندر تم الإبلاغ عنها، كان ما يقرب من نصف الأشخاص الذين تمت مقابلتهم، 88.96 ٪ (80 شخصًا)، أيضًا ضحايا لشكل ثانٍ من أشكال التمييز تم تسجيله على النحو التالي:

6 حالات الأذى	56 الجنسي الميل
3 التعايش مع فيروس نقص المناعة	5 لون البشرة
2 الإعاقه	2 الانتماء الاثني
1 الدين	2 الجنسية

أكد حوالي 70 ٪ من المستجيبين أن التمييز على أساس الهوية الجندرية ، والذي تعرضوا له في الغالب بسبب ميولهم الجنسية

جندر الضحية :

يكون التوزيع حسب جنس الشخص المذكور أو المفترض على النحو التالي:

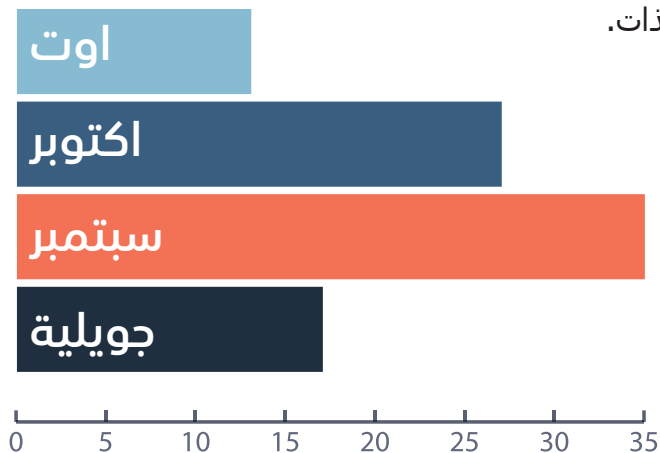


يظهر نمط واضح، يسلط الضوء على أن النساء يتحملن التأثير السائد للتمييز القائم على الهوية الجندرية. من بين 92 حالة تم جمعها، تضمنت 40 حالة امرأة، و11 حالة تتعلق بالنساء العابرات جنسياً، حيث أصبح من الواضح أنهن المتضررات في المقام الأول. بالإضافة إلى ذلك، أفاد 29 رجلاً أنهم ضحايا للتمييز القائم على الهوية الجندرية، بينما أكد 5 رجال عابرين جنسياً أن أهم شكل من أشكال التمييز ينبع من هويتهم الجنسية. بعد المتابعة عن كثب، كان الأفراد الكوير يمثلون 5 حالات، وتتبع الوثائقيون والوثائقيات حالة واحدة لفرد غير ثنائي الجندر. وهذا يؤكد التفاوتات الدقيقة في تجارب التمييز القائم على الهوية الجندرية داخل حالات التوثيق.

أبلغت أقسام مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف عن 92 حالة تمييز على أساس الهوية الجندرية بين جويلية وأكتوبر 2023. في الغالب، حدثت 63.48 ٪ من هذه الحالات داخل المساحات المادية، بينما تكشف 4.6 ٪ في العالم الرقمي. في الواقع، وترتبط بعض أشكال التمييز القائم على الهوية الجندرية ارتباطاً مباشراً بالعنف القائم على التوجه الجنسي، والهوية/التعبير الجنساني، والخصائص الجنسية وما إلى ذلك.

تصنيف حسب الأشهر :

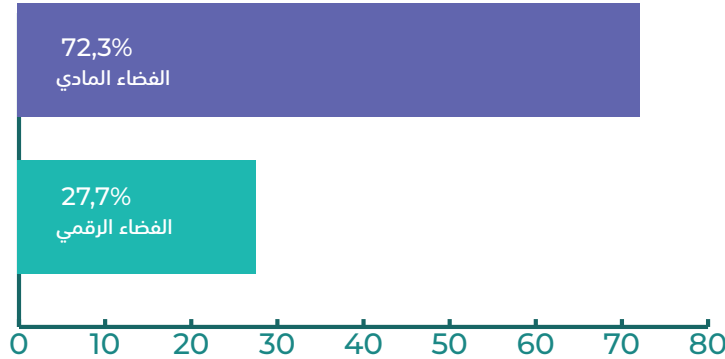
يتم ترتيب هذه الحالات بترتيب زمني خلال هذه الأشهر بالذات.



04

تحليل بيانات التمييز القائم على
الهوية الجندرية

يمكن أن تتخذ الممارسات التمييزية على وسائل التواصل الاجتماعي أشكالاً مختلفة، تتراوح بين الخطاب العنصري والدعوات إلى العنف واستهداف الأفراد والتهديدات التي يتدخل فيها الموثقون والموثقات في المرصد لتوثيق هذه الحالات. في إجمالي 363 حالة، تم رصد 93 من حالات التمييز الموثقة في المساحات الرقمية و92.5% كانت خطابات كراهية تمييزية



لا جدال في أن العصر الحالي هو عصر وسائل التواصل الاجتماعي بامتياز. إذ تتميز هذه الفترة بتبني وتأثير منصات التواصل الاجتماعي على نطاق واسع، والتي غيرت الطريقة التي يتواصل بها الناس ويتبادلون المعلومات ويتفاعلون مع بعضهم البعض.

مع استمرار تشابك حياة الأفراد مع المنصات الرقمية، تستمر هذه الشبكات الاجتماعية في إحداث ثورة ليس فقط في وسائل وطريقة الاتصالات ولكن أيضاً في مختلف جوانب الثقافة والسياسة والتجارة، مما يمثل حقبة مميزة في تطور المعلومات والتفاعل.

لقد أصبحت فضاء عامًا حديثًا، مكانًا يمكن للناس من جميع مناحي الحياة التواصل فيه والتعبير عن آرائهم والمشاركة في المحادثات العالمية لدرجة أن إطار حقوق الإنسان كان عليه مواكبة جيله كما قد يدعي المرء أن جيلًا رابعًا ينشأ مع الحقوق الجديدة المتزايدة فيما يتعلق بالتطور التكنولوجي والفضاء الرقمي.

ومع ذلك، فإن تأثير وسائل التواصل الاجتماعي على حياتنا وحقوقنا هو سيف ذو حدين. فمن ناحية، تتمتع منصات وسائل التواصل الاجتماعي بالقدرة على تعزيز حرية التعبير، وتعزيز الروابط الاجتماعية، وتسهيل المشاركة المدنية. وكما يمكن أن تكون بمثابة أدوات قوية للتغيير الاجتماعي، وتمكين الأفراد والمجتمعات من زيادة الوعي وحشد الدعم والدفاع عن حقوقهم.

ومع ذلك، فإنه من ناحية أخرى، يمكن أن تصبح هذه المنصات أيضًا مساحات للتمييز والتحرش وخطاب الكراهية. كما ينتشر التمييز العنصري والتسلط عبر الإنترنت وغيرها من أشكال الإساءة عبر الإنترنت على وسائل التواصل الاجتماعي، مما يؤثر على الأشخاص من جميع الأعمار والخلفيات.

03

تحليل البيانات على أساس
فضاء التمييز

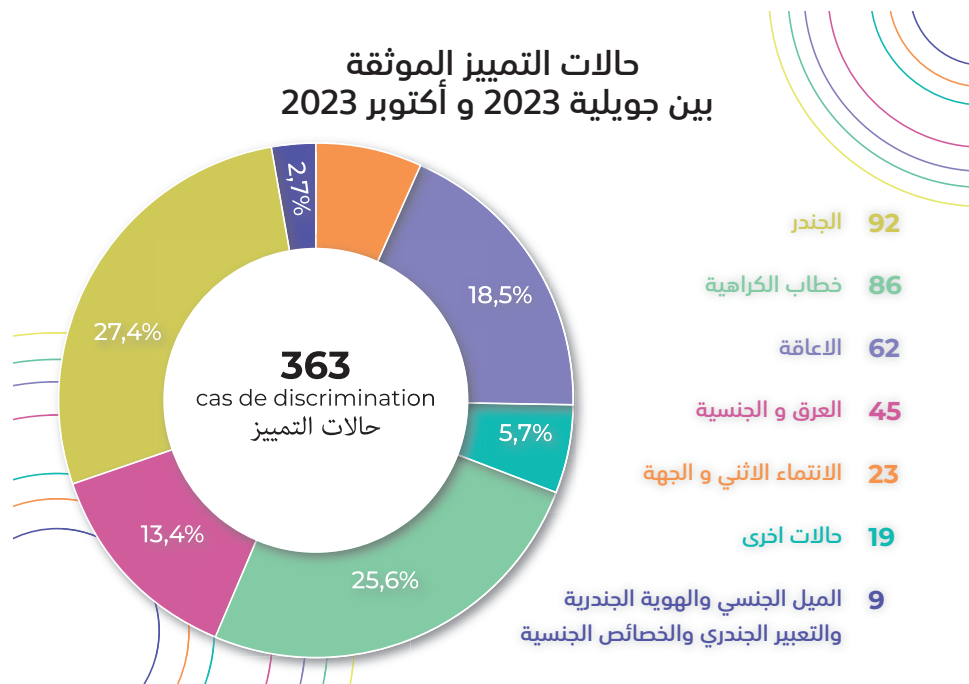
تم دمج أبعاد جديدة في عملية المقابلة مع المستجيبين، مما أدى إلى تقديم استفسارات تتجاوز النطاق التقليدي. حيث تمتد الأسئلة منذ التقرير التاسع الأخير إلى ما إذا كان الفرد يرغب في التعرض الإعلامي للقضية أو ما إذا كان ينبغي على المرصد الدفاع عن القضية في المحكمة نيابة عن الضحية (دون الكشف عن هوية الضحية). فمن حيث الدعم المحتمل، يتعاون المرصد مع جمعيات في إطار شبكتها. على سبيل المثال، بالنسبة للمساعدة القانونية، يتم توجيه المستجيبين إلى منظمة محامون بلا حدود ASF تؤدي جوانب الدعم الأخرى، سواء كانت اجتماعية أو نفسية أو طبية، إلى توجيه الأفراد نحو جمعيات الشبكة الأخرى مثل شركاء المرصد مثل جمعية دمج للعدالة والمساواة، ومتطوعو بوعراة، وموجودين، وجسور والمواطنة وأصوات نساء و الجمعية التونسية للوقاية الإيجابية و جمعية بثينة للنساء المعرضات للمخاطر وغيرها ...

يظل المرصد متيقظا للغاية بشأن النهج الذي يتبعه الموثقون والموثقات في الإبلاغ وجمع الأدلة. حيث يجب أن يمتلك الموثقون والموثقات فهماً عميقاً للتمييز، وأن يتعاطفوا مع تجارب المتضررين، خاصة عندما لا يشارك الموثقون والموثقات أنفسهم نفس تجارب التمييز. ويعتبر الوعي بالآثار المترتبة على انتهاكات حقوق الإنسان، التي تشمل المجالات المدنية والسياسية، وكذلك الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، أمراً بالغ الأهمية. إن مفهوم تقاطع التمييز له أهمية قصوى.

وأثناء التنقل، يقوم الضحايا الذين يشاركون حالاتهم طواعية ويسعون إلى مشاركة رواياتهم والموثقون والموثقات الذين يبدوون الاتصال بالضحية بإعداد كامل للمراحل المختلفة للمقابلة.

في سياق مهام المراقبة، يختار الموثقون والموثقات بدقة الأماكن المناسبة للأفراد، و يضمنون أقصى درجات السرية في كل مرحلة، ويلتزمون ببروتوكول تكون فيه الموافقة ذات أهمية قصوى في كل مرحلة من مراحل العمل.

ويشار إلى 19 حالة أخرى على أنها «حالات أخرى» تشمل مسائل مثل حرية التعبير وحرية الضمير والحالة المدنية والحريات الشخصية وما إلى ذلك. وتظهر هذه الحالات متعددة الأوجه والتعقيدات التي ينطوي عليها التغلب على التحديات التي يواجهها الأفراد من مختلف مناحي الحياة. تعمل هذه الحالات على تسليط الضوء على الحاجة إلى مواصلة العمل نحو الإنصاف واحترام حقوق الإنسان والاعتراف بأن أشكال التمييز المتعددة لا تزال تمثل مشكلة للمجتمع.



خلال هذه الفترة الزمنية بين شهري جويلية وأكتوبر 2023، سجل 10¹ من الموثقين والموثقات ++ اليقظين واليقظات من مكونات المرصد بدقة ما مجموعه 363 حالة تمييز حيث أثرت هذه الحوادث بشكل كبير على سبع مجموعات متميزة داخل النسيج المجتمعي :

تنتمي 49 حالة موثقة إلى أفراد تم استهدافهم بسبب لون بشرتهم و/أو جنسيتهم. لا تزال قضايا العرق والتعصب تمثل مشاكل ذات صلة في هذا الجانب من التمييز، خاصة بعد العنصرية المؤسسية التي يروج لها رئيس الدولة. بلغ إجمالي الحالات التي تنطوي على تمييز على أساس التوجه الجنسي والهوية الجندرية والتعبير الجندري والخصائص الجنسية إلى 9 حالات . وهذا يدل على الصعوبات التي لا يزال يواجهها الأشخاص ذوو التوجهات الجنسية البديلة والهويات الجنسية.

والجدير بالذكر أن الفئة السائدة كانت التمييز القائم على النوع الاجتماعي، والذي بلغ 92 حالة مسجلة. وهو يغطي أنواعًا مختلفة من التمييز، مع التأكيد على الحاجة الملحة إلى تدابير شاملة للمساواة بين الجنسين. وشملت الحالات توثيق 23 حالة من حالات التمييز على أساس العرق و/أو المنطقة الجغرافية وهذا يسلط الضوء على الحاجة إلى مكافحة التحيز العرقي والجغرافي.

أبرزت 62 شكوى تتعلق بالتمييز بسبب الإعاقة الحاجة إلى تأكيد كرامة الأشخاص ذوي الإعاقة. تم الإبلاغ عن ما مجموعه 86² حالة من خطاب الكراهية أو التحريض على الكراهية والعنصرية على منصات وسائل التواصل الاجتماعي. ومع ذلك، لا يزال هذا الشكل من أشكال التمييز في العالم الافتراضي يشكل تحديات أمام تعزيز المساحات الشاملة والمتسامحة والإنسانية عبر الإنترنت.

¹ وفقًا لتصنيف O3DT

² ميزة كانت موضوع بحث من قبل O3DT بدءًا من أكتوبر 2022

تحليل بيانات حالات
التمميز التي تم رصدها
في الفترة
جويلية 2023 - أكتوبر 2023

يسعى هذا التقرير إلى تحليل البيانات المتعلقة بحالات التمييز الموثقة من شبكة مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف (O3DT) بين جويلية وأكتوبر 2023. ويهدف إلى تسليط الضوء على اتجاهات وعوامل التمييز المرتبطة بالسياق السياسي والاجتماعي والاقتصادي في تونس. كما يسعى التقرير إلى تقديم توصيات للسلطات التونسية والشركاء الوطنيين والدوليين لمنع التمييز ومكافحته مع تعزيز المساواة والتنوع في البلاد.

إذ خلق الوضع الحالي لحقوق الإنسان في تونس بيئة خصبة للتمييز، مما أدى إلى انتشار انعدام الثقة في النظام القضائي. وسيتم توضيح ذلك من خلال سلسلة من الحقائق والأرقام. كما أصبح التعامل مع قضايا حقوق الإنسان الحلقة الأضعف في سلسلة الأزمات، مما أدى ليس فقط إلى التمييز المنهجي ولكن أيضًا إلى زيادة المخاطر على مجموعات الأقليات كالنساء ومجتمع الميم-عين والأفراد ذوي الإعاقة معرضون للخطر بشكل خاص. غالبًا ما تجد هذه المجموعات نفسها في حالة من النسيان القانوني، مع وصول محدود إلى العدالة. وهذا يدل على حالة أوسع من الفوضى والفشل، حيث غالبًا ما يتم تجاهل حقوق هؤلاء الأفراد أو نكرانها تمامًا.

ويؤكد هذا الوضع على الحاجة الملحة للإصلاح الشامل اذ ينذر بأهمية معالجة هذه القضايا النظامية من أجل تعزيز شامل للإنصاف والعدالة للجميع. لا شك أن الطريق إلى تحقيق ذلك يمثل تحديًا، لكنه رحلة يجب القيام بها من أجل تحسين المجتمع التونسي ككل.

تواجه تونس، التي شهدت انتقالًا ديمقراطيًا غير مسبوق في العالم العربي بعد ثورة 2011، أزمة سياسية كبيرة منذ 25 جويلية 2021. اتسمت هذه الأزمة بتركيز السلطات في أيدي الرئيس قيس سعيد، الذي جمد البرلمان، وعزل رئيس الوزراء، وسيطر على النيابة العمومية، وسن دستورًا جديدًا دون استشارة شعبية أو الالتزام بالإجراءات الدستورية.

وقد واجهت هذه التدابير، رغم حصولها على الدعم من المواطنين والمواطنات، معارضة من العديد من الجهات الفاعلة السياسية والمجتمع المدني. وقد أسفرت عن عواقب وخيمة على احترام حقوق الإنسان والحريات الأساسية في تونس. كما نددت العديد من منظمات حقوق الإنسان الوطنية والدولية بتدهور حالة حقوق الإنسان منذ الاستيلاء على السلطة. ويشمل ذلك قمع الأصوات الناقدة، وتراجع الحقوق والحريات، واستغلال القضاء والأجهزة الأمنية كأدوات للاضطهاد، والعنف العنصري ضد المهاجرين والمهاجرات من جنوب الصحراء الكبرى، والعزلة الدبلوماسية للبلاد، وتشديد القبضة على المعارضة والمجتمع المدني.

وينعكس أحد أشد الانتهاكات على حرية تكوين الجمعيات في التنقيح المقترح للمرسوم 88 لعام 2011 بشأن تنظيم الجمعيات. تهدف هذه المراجعة إلى منح السلطات الإدارية صلاحيات تقديرية ومفرطة للتدخل في إنشاء منظمات المجتمع المدني وتشغيلها وتمويلها وأنشطتها. وتأتي هذه المراجعة، التي لم يكشف عنها للرأي العام أو تخضع لنقاش برلماني رسمي، في أعقاب تصريحات الرئيس سعيد العنصرية والمعادية للأجانب في فيفري 2023. في هذه التصريحات، اتهم المهاجرين من جنوب الصحراء الكبرى بأنهم جزء من مؤامرة لتغيير التركيبة الديمغرافية لتونس وتحويلها إلى «بلد أفريقي لم يعد ينتمي إلى الأمم العربية والإسلامية».

أثارت هذه التصريحات موجة من العنف ضد المهاجرين والمهاجرات، حيث استهدفت الحشود المهاجرين والمهاجرات السود والطلبة وطالبي وطالبات اللجوء. وردت سلطات إنفاذ القانون بالاعتقالات التعسفية والطرده.

02

السياق السياسي

هذه نتيجة جهد مشترك من قبل مكونات المرصد التي تم تنظيمها
في ستة أقطاب متميزة وفقًا للتقسيم الإقليمي التالي :

القطب الشمالي الغربي: باجة - جندوبة - الكاف - سليانة

القطب الأوسط الشرقي: سوسة - المنستير - المهدية - صفاقس

القطب الأوسط الغربي: القيروان - القصرين - سيدي بوزيد

القطب الجنوبي الشرقي: قابس- مدينين- تطاوين

القطب الجنوبي الغربي: قفصة توزر قبلي

هذا التقرير هو العاشر في سلسلة تحليل البيانات حول حالات التمييز في تونس، والتي تغطي الفترة من جويلية 2023 إلى أكتوبر 2023. قامت الأقطاب المختلفة للمرصد بتوثيق بيانات الدفاع عن الحق في الاختلاف (O3DT)، والتي تضم 98 منظمة غير حكومية تغطي كامل الأراضي التونسية.

تجدد الإشارة إلى أنه في البداية، بدأت الرحلة في ماي 2020 بتقرير يكشف عن حالات التمييز التي رصدتها شبكة PAD من جانفي إلى ديسمبر 2019. ومع ذلك، في مارس 2021، كان لدينا تقرير آخر يلخص بيانات الحالات التي تعرضت للتمييز والتي تم جمعها من خلال الشبكة من يناير إلى ديسمبر 2020، حيث تجدد الإشارة إلى أنه في جويلية 2020، انضمت PAD إلى O3DT ضمن شبكة «All4all».

تم إعداد تقرير ثالث في جويلية 2021 وكشف أن أقسامًا مختلفة من O3DT قد وثقت حالات تمييزية من جويلية 2020 إلى جوان 2021. استمر الزخم وفي سبتمبر 2022، صدر التقرير الرابع الذي يحلل البيانات المتعلقة بالحالات التمييزية الموثقة من جويلية 2021 إلى جوان 2022 من قبل مختلف أقطاب المرصد. كان التقرير الأخير هو التقرير الخامس المنشور في 19 أكتوبر 2022 والذي ركز على بيانات التمييز المسجلة من جويلية إلى سبتمبر 2022 التي أبلغت عنها أقسام المرصد. للبدء، بحلول جويلية 2023، سلط التقرير الثامن الضوء على حالات التوثيق التمييزية بين أبريل وجوان من نفس العام. مما لا شك فيه أن المسعى استمر من خلال الذروة التي تميزت بإصدار التقرير التاسع من نوعه، والذي غلف عامًا كاملًا امتد من جويلية 2022 إلى جوان 2023. وتشكل هذه التقارير دليلاً على استمرار النضال ضد التمييز وإعمال حق الاختلاف.

هذه النسخة العاشرة من هذا التقرير هي تجميع لأعمال التوثيق التي حدثت في 122 يومًا السابقة (من جويلية 2023 إلى أكتوبر 2023)، نتيجة للتوثيق الكمي طويل الأجل وتقديم الخدمات بالإضافة إلى التحليل.

01 المقدمة

تم تنفيذ هذا التقرير كجزء من مشروع " مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف (O3DT) " .

مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف (O3DT):

أنشئ مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف (O3DT) في عام 2018 من قبل جمعية تفعيل الحق في الاختلاف (ADD)، وهو بمثابة مبادرة محورية مكرسة لمعالجة ومقارعة الظلم المتفشي. ويهدف المرصد، الذي يعمل كحلقة وصل للتعاون والتنسيق بين الفئات التي تعاني من التمييز وأصحاب المصلحة العامين والمجتمع المدني، إلى العمل على إصلاحات هيكلية عميقة. وبوصفها أيضا كيانًا يقظًا، فإنها تضطلع بأدوار الرصد والتوعية، داخل المؤسسات الحكومية والمجال العام على حد سواء، فيما يتعلق بأوجه عدم المساواة الصارخة المفروضة على مجتمعات الأقليات.

في التزام المرصد بالدعوة إلى مجتمع عادل ومتكافئ يعمل هذا المشروع إلى المساعدة في منع ومكافحة جميع أشكال التمييز. يسعى المرصد، الذي يعمل كمبادرة تجريبية، إلى تعبئة مجموعة متنوعة من أصحاب المصلحة مع التركيز الاستراتيجي على إنشاء شبكة مؤثرة تدعو إلى تشريع يحمي حقوق الأقليات وتعزيز القدرات بين الأطراف المعنية، كما يهدف المرصد إلى تعزيز المشاركة الفعالة في السعي لتحقيق أهدافه. يستجيب هذا الجهد الرائد للحاجة الملحة لتحديد الآليات التي تديم عدم المساواة والتمييز وفهمها ومعالجتها بفعالية، وتقديم نهج شامل لهذه القضايا المجتمعية الملحة.



تقرير

حول تحليل البيانات

حالات التمييز الموثقة من قبل مختلف

أقطاب مرصد الدفاع عن الحق في الاختلاف

جويلية - أكتوبر 2023